9e Année. - N° 164. - 10 Décembre 1933. Prix : 2 frs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.

EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à *LOUZON, avenue Fragonard, Cannes (A.-M.)*

Celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à *CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (Xe).*

Celle relative à l'administration à *BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (Xe)*

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

Amis,

renouvelez sans retard votre abonnement

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Vers le cataclysme

Plus personne, je pense, même parmi les illusionnés les plus entêtés, ne peut, depuis l'aventure hitlérienne, croire encore en la paix. Les essais d'internationalisation de la société bourgeoise tentés dans les années qui suivirent la guerre, par le grand capital, principalement par le capital bancaire, avec l'appui de la social-démocratie, et d'une grosse partie, hélas ! des cadres ouvriers, sont bien finis. La crise leur a donné le coup de grâce.

En affaiblissant le grand capital, en exacerbant les sentiments nationaux de la petite et moyenne bourgeoisie, qui, avec son étroitesse de vue habituelle, n'a vu de salut que dans un plus grand recrocquevillement sur elle-même par l'établissement de barrières toujours plus hautes contre l'« étranger », la crise a abouti à cette fureur nationaliste qui caractérise ces dernières années, et dont la politique hitlérienne n'est que le dernier accès.

La conférence d'Ottawa tendant à faire de l'Empire britannique une unité économique fermée, séparée plus ou moins du restant du monde, les « contingentements » français ne laissant pénétrer chaque produit étranger qu'en quantités étroitement dosées, la substitution de propos délibéré d'unités monétaires nationales (livre, dollar) distinctes de la grande unité monétaire internationale, l'or ; tout cela constitue sous des aspects différents, une même chaîne dont le retrait de l'Allemagne de la S.D.N. et le plébiscite qui l'a approuvé ne sont que les derniers anneaux.

Mais s'il est vrai que cet accès de fureur nationale a été provoqué par la crise, il n'en serait pas moins vain d'attendre du retour de la « prospérité », une reprise sérieuse de l'internationalisation du capitalisme. Il n'y a qu'à comparer la faiblesse, l'incapacité d'aboutir, même sur des points secondaires, des essais d'internationalisation qui eurent lieu en ce moment pourtant particulièrement favorable de l'après-guerre, avec la puissance, le développement torrentueux des réalisations nationales qui se produisent aussitôt les circonstances devenues tant soit peu favorables, pour comprendre que le courant profond du capitalisme le porte vers l'exacerbation des nationalismes et non vers l'internationalisme. D'un côté il n'y eut jamais que des conférences avortées ; de l'autre, des mesures concrètes qui ne cessent de se succéder.

Cette victoire du nationalisme petit-bourgeois sur les tendances internationalisatrices du grand capital, doit sans doute être attribuée avant tout à ce qui est la faiblesse foncière du grand capital : son défaut de masse. Pour s'opposer à la masse prolétarienne, la poignée que sont les grands capitalistes, a besoin d'une masse ; elle ne peut la trouver que dans les masses petite-bourgeoises. Ayant besoin d'elles, alors qu'elles n'ont guère besoin de lui, le grand capital se trouve socialement et politiquement à leur remorque, bien qu'étant à l'avant-garde dans le domaine technique.

Par crainte du « communisme », c'est-à-dire des ouvriers allemands, Thyssen et autres magnats de la Ruhr en sont arrivés à obéir à Hitler et autres boutiquiers nazi ; pour abattre le travaillisme, la « cité » de Londres a fini par accepter Ottawa et consentir à ce que la livre cesse d'être une livre-or, bien que par là elle cessait d'être la monnaie étalon du monde ; l'industrie française dut accepter de voir réduites presque à zéro ses exportations du fait de la « vie chère », afin que le paysan français puisse continuer à vendre son blé 115 fr., et ses autres produits à des prix de monopole grâce aux « contingentements » ; il n'est pas jusqu'aux plus puissants des magnats, les milliardaires américains, les Morgan et les Ford, qui, devant la crainte d'avoir à passer un hiver avec 15 ou 20 millions de chômeurs, n'acceptent de se faire morigéner par des maîtres d'écoles : ces messieurs du Brain Trust !

Pour quand ?

Ce triomphe du nationalisme petit-bourgeois a évidemment pour conséquence que nous allons, à une cadence de plus en plus accélérée, vers le cataclysme, vers le heurt armé des nations.

Quand se produira-t-il ?

Lorsque, il y a quelques années, l'Internationale Communiste affirmait en son Congrès que la guerre était imminente, nous indiquâmes que tel n'était pas notre avis, car les deux groupes de puissances susceptibles de s'affronter étaient encore alors de forces très inégales ; lorsque, vers la même époque à peu près, Mussolini se livrait à une débauche de rodomontades guerrières, nous indiquâmes que le « dogue » ne sortirait pas de sa « cage » parce que le rapport de forces était trop en sa défaveur.

Aujourd'hui comme alors, et si désagréable que puisse être cette opinion pour les âmes sensibles qui la trouvent « désespérante », nous pensons qu'en régime capitaliste, en régime d'Etats nationaux à économie fondée sur le profit, la paix ne peut exister que dans le cas où entre les pays antagonistes existe une disproportion suffisante de forces pour que l'un des deux camps ne puisse avoir aucun espoir de vaincre l'autre. Dès lors la plus ou moins grande imminence de la guerre dépend essentiellement, aujourd'hui, du degré de force auquel est parvenu l'Allemagne.

Ce degré de force est fort difficile à connaître directement. Mais la politique, fort prudente au fond, quoique si tapageuse dans la forme,

que suit Hitler, et qui rappelle tout à fait à ce point de vue, celle suivie par Mussolini aux moments les plus aigus de la tension franco-italienne, paraît indiquer que l'Allemagne ne se sent point encore assez forte pour pouvoir partir en guerre. Elle est encore trop seule. Il est donc à présumer que durant les années qui viennent, un intense travail de préparation morale, matérielle et diplomatique va d'abord se poursuivre, tant de la part de l'Allemagne pour établir une plus grande parité des forces, que de la part de la France et de ses alliés pour maintenir, et renforcer encore, si possible, la disproportion des forces. Nous ne sommes peut-être point encore à la veille de la guerre, mais nous entrons tout à fait dans la période de préparation intensive à la guerre, une période assez comparable à celle qui précéda l'alliance franco-russe, ou même peut-être l'Entente Cordiale.

Nous ne laisserons pas vendre les ouvriers sarrois

*La **bourgeoisie** française, et particulièrement le grand **capitalisme**, fait actuellement campagne **pour** qu'on « s'entende » avec Hitler. **L'objet du marché** est la **Sarre**.*

Bien qu'il ait dû passablement reculer depuis dix ans, le capitalisme français possède encore des intérêts importants dans l'industrie sarroise. D'autre part, ainsi que nous le signalions dès 1923, lors des grandes grèves des mineurs de la Sarre et de la Moselle, le capitalisme français tient énormément à ce que les charbonnages de la Sarre, exploités actuellement par l'Etat français, fassent le plus vite possible retour à l'Allemagne, afin que cet exemple désastreux de la gestion par l'Etat d'une énorme entreprise — les mines de la Sarre ont une extraction égale à presque la moitié de celle de toutes les mines réunies du Nord et du Pas-de-Calais — ne fasse tache d'huile.

Donc, puisqu'Hitler veut la Sarre, qu'il veut soumettre les ouvriers sarrois au même régime d'oppression et de terreur que ceux de la Ruhr, donnons-la lui au plus vite..., moyennant cependant, bien entendu une honnête rétribution. Qu'on nous achète, à nous capitalistes, les « intérêts » que nous avons dans la Sarre, au double ou au triple de leur valeur, et les ouvriers sarrois sont à Hitler ! Quelle que soit leur volonté, sans plébiscite, les 100.000 mineurs et métallurgistes sarrois, qui auraient hier, à la quasi-unanimité voté leur incorporation à la République allemande, mais qui, aujourd'hui, se refusent à subir le joug des chemises brunes, seront remis par la force aux mains de la Brute de Néanderthal, si celle-ci casque les centaines de millions demandés. Tel est le marché.

Peut-être ce marché serait-il tout à fait du goût de certains « pacifistes », il n'en serait pas moins la trahison la plus formelle de l'internationalisme. Se rendre complice du capitalisme français pour mettre sous le joug hitlérien des ouvriers allemands qui n'en veulent pas, c'est trahir au premier chef le devoir de solidarité ouvrière. Et le devoir de solidarité ouvrière, de solidarité envers tous les ouvriers, ceux d'au-delà comme ceux d'en deça les frontières, quoi qu'il puisse en coûter, c'est là tout l'internationalisme.

Les élections de Norvège et de Genève

La presse bourgeoise a à peu près complètement passé sous silence les résultats des élections de Norvège et du canton de Genève. Ils sont cependant particulièrement symtômatiques. Ici, les socialistes, là les travaillistes obtiennent, à quelques voix près, la majorité absolue au Parlement de leur pays. Or, et c'est là l'important, la Norvège et le canton de Genève sont actuellement les deux pays d'Europe où le socialisme est le plus à gauche. Le parti travailliste norvégien (basé essentiellement, comme le Labour Party britannique sur les Syndicats) a toujours refusé de s'associer à la IIme Internationale, considérée par lui, avec raison, comme une organisation qui n'avait de socialiste que le nom; quant aux socialistes de Genève, ce sont eux qui, l'an dernier, se colletaient avec l'armée en une soirée mémorable, et leur chef, Nicole, aujourd'hui Président du Conseil, est sorti, hier à peine, de prison.

Ce double succès électoral montre nettement que, quoi qu'en prétendent les « chefs » fatigués, les « masses » ne demandent qu'à aller de l'avant, Elles ne paraissent se détourner du socialisme que là où les partis soi-disant socialistes, ont commencé, eux, par abandonner le socialisme.

R. L.

Le « Comité International pour le boycott » a publié des listes de produits hitlériens. Nous appelons plus loin l'attention sur ceux de ces produits qui sont d'usage le plus courant.

Boycottez les produits fascistes et hitlériens !

Aux soldats et futurs soldats

Pour protester contre l'emprisonnement de certains de leurs militants pour propagande antimilitariste, les *Jeunes Gardes socialistes belges* font signer en masse la pétition suivante :

Nous soussignés, affirmons être d'accord avec le point de vue des militants J.G.S. poursuivis, qui ont déclaré ce qui suit :

SOLDATS, FUTURS SOLDATS :

En cas de grève, ne tirez pas sur les ouvriers en lutte pour leur pain et le vôtre.

Si la grève tourne à l'insurrection, restez avec vos armes au service de votre classe.

Si la guerre éclate néanmoins, jurez de ne pas vous servir de vos armes les uns contre les autres mais de vous efforcer d'abréger la guerre impérialiste pour la transformer en insurrection prolétarienne.

A MADAGASCAR

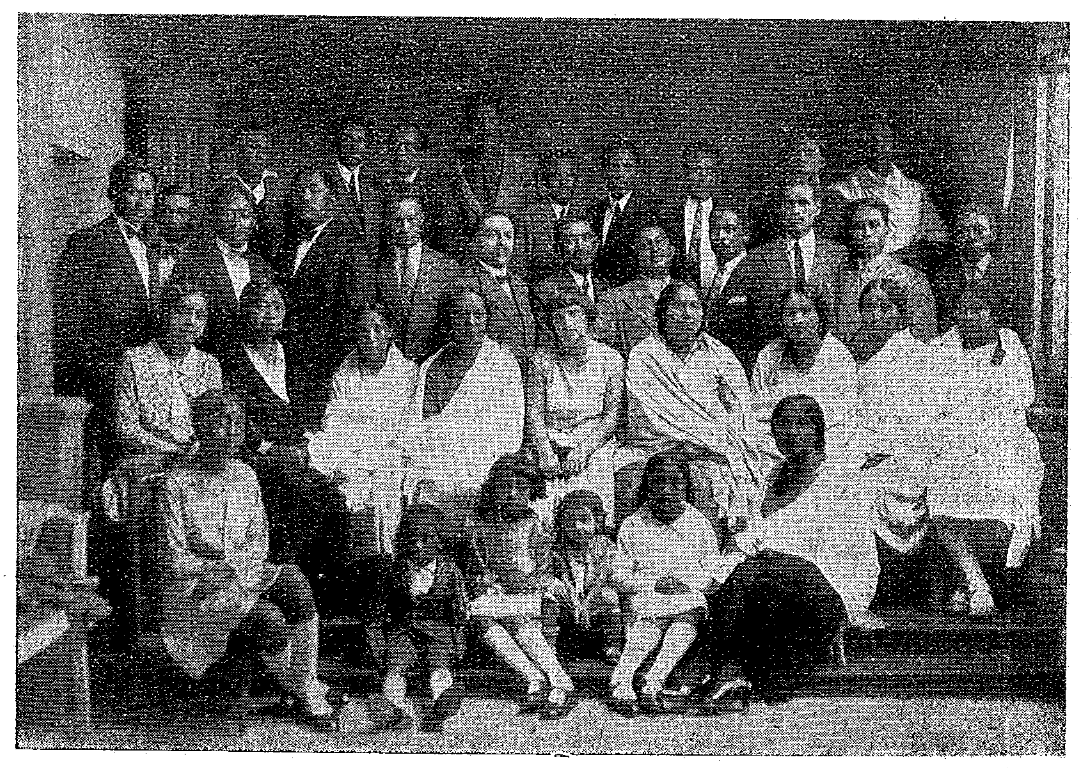
La lutte contre le crime

Il était une fois... une pauvre homme de Malgache qui s'appelait Rapaoly.

Prisonnier domestique

Fin 1931, il se trouvait en prison, ce qui n'a rien d'extraordinaire pour un Malgache, à Madagascar. Pour n'avoir pas payé ses impôts, il était condamné à un an.

Il n'était pas très malheureux, sa détention consistait à être employé comme domestique chez le chef de gare de l'endroit. Car c'est ainsi à Madagascar. Notre douce France y fait tant de prisonniers — parmi les indigènes — à des peines si longues et pour des motifs si futiles qu'elle ne sait plus ni où les mettre ni qu'en faire. Alors, elle les emploie à toutes sortes de travaux inattendus: ils sont dockers, bûcherons, cantonniers, bonnes d'enfants. Ajoutez à cela le *travail forcé* (deux ans à la fin de l'adolescence à titre de « smotig », de nombreuses « corvées » et « prestations » annuelles, que vient de décréter le gouverneur général Cayla), et vous comprendrez qu'il ne reste pratiquement plus de place pour le *travail libre* (1) à Madagascar. Et comme moi, vous vous étonnerez que les Malgaches n'en soient pas arrivés à considérer le travail avec mépris, comme chose infâme et infamante. Le travail social, ils ne le voient jamais exercé qu'à titre de réparation de faute ou en vertu de la loi du plus fort: comment donc arrivent-ils à voir en lui autre chose que la marque du déshonneur ou le signe de l'esclavage ? Admirable droiture naturelle de pensée !



Le groupe de « l'Aurore Malgache »

Au centre, le seul blanc, le camarade Dussac, fils de « communard »

? ? ?

Mais, revenons à Rapaoly. Le 29 novembre, il était bien content. Sa peine arrivait à expiration. Il allait être libéré le lendemain. Si relative que

---

(1) Cercle vicieux : comme il n'y a plus de travail libre, les autorités sont pratiquement « obligées » de faire faire des prisonniers pour assurer les travaux. Comme au régiment, quand il y a une corvée à faire l'adjudant envoie le sergent de semaine en tournée chez les bleus : « allez, il me faut vingt punis ce soir. » *On ne fait pas à l'esclavage sa part.* Travail forcé et travail libre ne peuvent pas coexister. Ou l'esclavage envahit tout, ou il n'existe pas.

soit jamais la liberté pour un pauvre malgache, ça lui faisait plaisir. Cette joie l'incita-t-elle à être négligent dans son travail de domestique forcé ? Les dernières personnes qui l'aient aperçu le virent couper de l'herbe pour les lapins du maître. Coupa-t-il trop de cette herbe ? Ou n'en coupa-t-il pas assez ? Ou bien, tout simplement, le patron chercha-t-il le moyen d'éviter de donner un ennuyeux pourboire à son domestique libéré ?

Toujours est-il que ce soir là, Rapaoly fut envoyé chez le chef suprême, chez le maître des libres et des détenus, chez l'ADMINISTRATEUR !!!

Il y fut envoyé. Il entra dans son bureau. Il y entra... Et puis... Et puis... C'est tout ce qu'on sait... Quelques jours après, ou le lendemain, on vit des détenus creuser une fosse sur le champ d'aviation.

L'inopportune rate

Que s'était-il passé ! Il n'est pas bien difficile de l'imaginer. L'administration a d'abord dit que Rapaoly s'était évadé. Fichaise ! On ne s'évade pas la veille de sa libération.

Sont en présence l'administrateur et Rapaoly à la peine expirante : « Eh quoi ! se dit l'administrateur, ce cochon là (2) va être libéré demain. Il va recommencer à me narguer. Il recommence déjà ! Sacré cochon, que tu emportes au moins un souvenir, un sacré souvenir de ta punition ! ».... Passage à tabac... Or, l'administrateur Puccinelli n'a pas l'allure jeune et sautillante que semble indiquer son nom. C'est une masse de plus de cent kilos... L'Européen-buffle, comme dit Léon Werth, cogne sur le Malgache débile. Ou bien, il fait cogner par ses janissaires... Dans un poste de police parisien, avec un « sujet » bien portant, ça irait tout seul, on pourrait faire souffrir tant qu'on voudrait... Mais ici, nous sommes aux colonies : les indigènes sont paludéens — et vous n'ignorez pas que chez ces sujets, quand ils ont la rate hypertrophiée, un coup, même pas très fort, peut déterminer la rupture de cet organe et la mort (3) !.. Rapaoly est en prison depuis un an. Depuis un an, il n'a pas pu se soigner. Il doit avoir une rate énorme et très friable... Si bien qu'arrive ce qui devait arriver. L'homme qui devait emporter un « souvenir », contribuable à la peine expirante. expire sous les yeux de ses bourreaux maladroits.. Maladroits et embêtés. Sale affaire ! Il y a quinze ans, ça n'aurait rien été... Mais maintenant, avec l'esprit éveillé des indigènes ! Et avec ces journalistes !!.. Très sale affaire !... Qu'on n'en sache rien surtout... Et une mystérieure corvée de terrassement au terrain d'aviation...

Prison encore... Prison toujours

...Sale affaire en effet. Grave affaire. De lourdes condamnations suivirent. Pas, naturellement contre le mort ni contre les fauteurs de mort. Mais contre des gens dont les esprits partiaux dirent que n'étant ni assassinés eux-mêmes ni assassins, ils n'avaient, en vérité, rien à voir dans la question. C'était oublier que ces gens étaient, soit des indigènes, c'est-à-dire des assassinés en puissance, décidés à se défendre, soit des amants de la justice, résolus à poursuivre le crime partout où ils le rencontrent. Ce sont les camarades de *l'Aurore Malgache*.

Les lecteurs de la R. P. connaissent *l'Aurore Malgache*. C'est le successeur de *l'Opinion*, admirable journal de défense indigène que le gouverneur Cayla assassina en 1930 en envoyant en exil par simple lettre de cachet, à la manière du Guépéou, ses deux principaux rédacteurs, Ralaimongo et Ravoahangy. Cette persécution imbécile ne tardait pas à porter ses fruits. Les opprimés malgaches ont besoin de faire entendre leur voix. Et peu de temps après la mort de leur bi-mensuelle *Opinion*, ils créaient *l'Aurore Malgache*, hebdomadaire. Le gouverneur Cayla s'était vanté d'avoir supprimé l' « agitation ». Il l'avait simplement doublée. C'est tout a fait caractéristique de l'administration de ce cabotin.

Regroupés dans la jeune *Aurore*, les camarades de *l'Opinion* reprenaient la lutte. Pour l'application du droit, d'abord : « *Puisque notre pays est annexé, qu'il est territoire français, et que nous sommes nous-mêmes français, n'étant plus malgaches, qu'on nous applique la loi française ! Plus de travail forcé, plus de juridiction spéciale, plus d'indigénat, plus d'absence de droits politiques, les droits et les devoirs du citoyen français !* »...

Le gouvernement Cayla qualifia cette doctrine naturalisatrice de « communiste » (mais oui), au nom de quoi il put envoyer en prison à tour de bras ceux qui la propageaient... cependant qu'il naturalisait des indigènes en plus grand nombre que les gouverneurs précédents. (Pas, naturellement, ceux des indigènes qui réclamaient la naturalisation de droit, mais ceux qui lui léchaient les pieds).

« Anticrimes »

Leur revendication *d'intégration dans la patrie française* repoussée, les Malgaches cherchèrent autre chose. Ils ne furent pas long à trouver. « Nous ne voulons plus de l'esclavage. Nous voulons être des hommes libres, des citoyens. *Eh bien, puisque la France ne veut pas de nous comme citoyens français, qu'elle nous rende à nous-mêmes. Soyons de libres citoyens malgaches. Vive l'indépendance de Madagascar !* ». Les impérialistes, qui avaient eu jusque là la chance remarquable d'avoir une colonie *sans mouvement nationaliste* s'étaient donc arrangés pour en créer un! De toutes pièces! Tour de force à l'actif de l'habile M. Cayla... Gageons que, ce mouvement *nationaliste* se développant la réaction impérialiste sera de donner aux Malgaches une satisfaction sur le terrain *français*. C'est tordant. Ne possédant aucune doctrine, dans leur frousse insensée, ils font toujours le contraire de ce qu'on leur demande !

Les camarades de *l'Aurore Malgache* sont donc actuellement contre l'esclavage et partisans de l'in-

---

(2) Les administrés ont vite fait d'être des cochons.

(3) « Quand je voudrai tuer un Annamite, je viserai la rate », dit ironiquement Léon Werth, dans son beau livre *Cochinchine*. Dès son débarquement à Saïgon, des colons bien intentionnés lui avaient donné ce conseil : « Surtout, soyez prudent, pas sur la rate ! Ça attire des ennuis ».

dépendance nationale avec une nuance d'admiration, à mon sens exagérée, pour l'U.R.S.S. — comme si l'U.R.S.S. dégénérée, oppressive du peuple et intégrée aux alliances capitalistes était l'antithèse du capitalisme et de l'impérialisme ! Mais, comme ils le disent eux-mêmes, les étiquettes n'ont pas grande importance. Ce qu'ils sont avant tout, c'est « *anticrime* ». Comme le proclame Dussac, le fils de l'ex-communard, admirable créole qui s'est dévoué corps et âme, esprit, biens et liberté, à la lutte contre l'esclavage :

..Je ne suis ni antifrançais, ni antiallemand ; je ne suis ni antiblanc ni antinoir, ni antijaune; je ne suis ni antirépublicain, ni antiroyaliste; je ne suis ni antisocialiste, ni anticommuniste, ni antianarchiste. Je suis ANTICRIME !... Et partout où je vois le crime je lui saute à la gorge.

Or, à Madagascar, le crime des crimes, la racine de la plupart des crimes, c'est l'oppression. Les lutteurs de *l'Aurore Malgache* sont donc constamment dressés contre les multiples conséquences de l'oppression — ce qui, comme dit Marx, vaut mieux qu'une douzaine de programmes !

Lutteurs acharnés. En deux ans d'existence : dix procès contre le journal, tous suivis de longs emprisonnements, d'amendes et de dommages et intérêts. C'est l'un de ces procès qui, pour avoir dénoncé l'affaire Rapaoly — envoya Dussac, le directeur de *l'Aurore*, en prison pour dix mois, et le gérant pour à peu près autant. Dussac vient à peine de sortir de la « Bastille Cayla », la prison d'Antanimoure, ayant accompli ses dix mois de bout en bout, malgré l'amnistie... française. C'est un autre de ces procès, le dixième, qui vient d'envoyer dans la même Bastille le secrétaire de rédaction du journal, le jeune Razafindrakoto (4) !...

Mais le rédacteur en chef, s'il vient lui aussi de partir dans la Bastille pour un an, ce n'est pas pour avoir fait usage du journal, c'est seulement pour s'être servi de sa langue, c'est pour avoir dit en public : « ce n'est pas Rapaoly ! ».

Car, Rapaoly disparu et la disparition révélée, l'Administration devait prouver que la disparition n'existait pas, que c'était une calomnie. Elle baptisa donc un détenu quelconque Rapaoly. Et ce Rapaoly n° 2, ce pseudo-Rapaoly fut un jour montré publiquement à la gare de Tananarive. « Voilà Rapaoly ! c'est bien lui Rapaoly ! » s'écrièrent les stipendiés du gouverneur général, qui d'ailleurs n'ont jamais vu le Rapaoly n° 1 de leur vie. Cependant Jules Ranaïvo, rédacteur en chef de *l'Aurore*, était là. Il connaît, lui, le vrai Rapaoly. Il l'a vu souvent travaillant chez son geôlier chef de gare. Il va examiner le prétendu Rapaoly sous le nez, ne reconnait pas en lui Rapaoly n° 1 (5), le vrai Rapaoly, et s'écrie : « Ce n'est pas Rapaoly !.... C'est du cinéma ! » Un an de prison (6) Un an... au régime « politique » mais *sans visites* autres que celles de la famille ! Un an qui ne finira qu'au mois de mai 1943. Formidable !

---

(4) C'est pour avoir dénoncé la mort suspecte de l'administré Ralaihova. Voici la lettre de plainte reproduite par le journal. La voici telle que l'administrateur d'Hébray de Pouzols la reçut... et la classa !

Ambohimanana, le 7 mars 1932.

Monsieur l'administrateur des Colonies, chef du district de Fiaranantsoa, à Fiaranantsoa.

Monsieur l'Administrateur,

Nous soussignés, avons l'honneur de porter plainte contre M. Rainisody, sous-gouverneur à Fanjakana, pour avoir donné la mort à notre fils et frère, Ralaihova, dans les circonstances suivantes :

Le 22 février dernier, lorsque M. Rainisody, revenant de tournée, passait en filanjana (chaise à porteurs) près de l'Ecole Officielle d'Anjoma, Ralaihova, alors qu'il cueillait des mangues, fit tomber, par inadvertance, un fruit mûr sur un des brancards du filanjana sur lequel M. Rainisody était transporté. Immédiatement celui-ci descendit à terre pour traiter Ralaihova de malfaiteur et pour le frapper sans arrêt de ses pieds chaussés.

M. Rainisody l'emmena brutalement chez le père Debièvre, de chez qui Ralaihova fut conduit sauvagement à Fanjakana, pour y être emprisonné pendant neuf jours, sans boire ni manger, mais durant lequel Ralaihova fut tenu à l'œil, jour et nuit, par des gardiens préposés à cet effet, sur l'ordre de M. Rainisody.

Par suite des blessures qu'il avait reçues, Ralaihova devint tellement malade que le chef de canton, M. Em. Ralaimongo, ordonna son hospitalisation au Poste Médical. A l'infirmerie, Ralaihova, pris de délire, ne cessait de crier :

« Pardon Rainisody ! Pardon Rainisody ! » *Ralaihova mourut ce matin vers 4 heures alors que le médecin Ranaivo n'a pas voulu reconnaître ses blessures, tandis qu'en baignant le cadavre, nous avons constaté beaucoup de blessures sur les cuisses, la poitrine et les parties génitales.*

Voilà pourquoi nous venons auprès de vous, Monsieur l'Administrateur, afin que vous puissiez nous rendre justice, en daignant vous donner la peine de venir sur place aux fins d'enquête.

En outre, nous implorons la bienveillance de l'autorité pour qu'un médecin européen expert en la matière, vienne immédiatement faire l'autopsie du défunt.

Dans l'espoir que vous voudrez bien nous favoriser de votre attention, nous vous prions, Monsieur l'Administrateur, de recevoir l'hommage de nos sentiments respectueux.

Signé : Randrianjanaka, père de Ralaihova; Ralaivao, frère de Ralaihova.

...D'autre part, l'administrateur Dauphin tue à coups de pieds et de poings le charretier Rakotomavo. Cette fois l'*Aurore Malgache* n'est pas condamnée. C'est curieux. L'Administrateur attrape... 100 francs d'amende! (et est amnistié !!).

Assez ! Assez !... Assez de ces hypocrites « coups et blessures ayant déterminé la mort sans l'intention de la donner ». Assez d'assommades d'esclaves. En prison les assommeurs. En liberté les vaillants antiesclavagistes !

(5) Et pour cause ! le Rapaoly n° 2, les camarades de l'*Aurore* l'ont identifié. C'est le nommé Razafimandimby, de la prison d'Ambatonidrazaku.

(6) En vertu d'un décret ultra-scélérat abrogeant à Madagascar la loi sur la liberté de la presse, loi du 29 juillet 1881. (*Décret du 4 décembre 1930*). Une loi ne peut être abrogée que par une loi. Il s'est trouvé une fois un ministre pour abroger un semblable décret illégalement scélérat. (*Décret du 15 septembre 1927*). Le ministre était un homme de droite. Pas un ministre de gauche n'aura le courage d'imiter la conduite loyale de Maginot !

L'œuvre Cayla

Cependant si Cayla, les juges à Cayla et la Bastille Cayla croyaient étouffer les voix des opprimés, ils s'aperçoivent qu'ils se sont bien trompés. A peine le rédacteur en chef de *l'Aurore* était-il en prison que *l'Aurore* trouvait un nouveau rédacteur en la personne de... la femme de l'emprisonné. Madame Jules Ranaïvo n'écrit pas en français (et des articles malgaches ne peuvent pas paraître sans passer par la *censure*). Mais les traductions de ses « *Propos de femme malgache* » sont très agréables à lire. Elles apportent au journal un élément précieux, l'intelligence féminine avec sa vision si directe des choses.

Et il en est ainsi de toute la répression Cayla. Les innombrables coups qu'il porte aux malgaches ne servent qu'à susciter de nouveaux combattants ou à aguerrir les anciens. Ainsi, par les tracasseries, par les menaces, par l'amende, par la prison multipliée, le gouverneur a combattu le mouvement *coopératif* malgache. *A la honte de la Fédération Nationale des Coopératives de consommation* (7) (dont fait partie la *Coopérative malgache*) il a bien réussi à faire fermer le magasin de Tamatave, mais *l'Union des Coopérateurs Malgaches* reste toujours debout.

Dès son arrivée à Madagascar, Cayla a exilé et emprisonné. Du fond de leur exil, les exilés Ralaimongo et Ravoahangy continuent la lutte. Avec quelle vigueur ! En dix-huit mois, Ralaimongo a eu la peau, c'est-à-dire le déplacement, de huit de ses administrateurs. Un administrateur tous les deux mois !... Dans leur prison, les emprisonnés attendent avec impatience l'heure de reprendre le combat.

Quand Cayla a pris Madagascar, il n'y avait guère qu'une agitation éparse et velléitaire. Il a frappé, il a trempé les caractères, il a martelé. Il a donné à l'antiesclavagisme la cheville ouvrière de la victoire : un noyau de militants sérieusement trempés et définitivement résolus. C'est sa plus grande œuvre.

LE MALGACHE.

---

(7) La direction de cette organisation restée passive devant les persécutions est-elle consciemment complice ? Nous pensons plutôt que c'est par paresse, par lenteur d'esprit. Les braves petits bourgeois qui ont chez eux tous les droits, dont même l'administration protège l' « activité » n'ont pas voulu se donner la peine de *réaliser* qu'il n'en est pas ainsi sur toute la surface de la terre, qu'il y a des régions où les hommes n'ont aucun droit, où les capitalistes *poursuivent encore comme un crime la coopération*, et que telle était précisément la situation tragique où se trouvaient leurs affiliés de Madagascar. Les bons démocrates n'ont rien fait pendant que les gros commerçants de Madagascar faisaient marcher à fond leur gouverneur contre la Coopération naissante.

Parmi nos Lettres

Pourquoi le Comintern est-il muet en italien ?

Le camarade John Achard, de Lyon, nous écrit :

Le 12 novembre, Moscou nous a donné par T. S. F. le compte rendu de la parade de la Place Rouge, pour le XVIe anniversaire de la Révolution d'octobre : les jours précédents, avaient défilé devant le micro divers membres de délégations qui, en invités bien éduqués, rééditèrent les boniments usuels de la maison Staline and Co, suivant les méthodes Nord-Américaines : « The Greatest in the World ».

Ce fut à peu de choses près ce que nous avaient rapportés les jeunes délégués au Xe anniversaire; c'était alors un moment historique de la Révolution russe, et quelques vieux révolutionnaires attendaient le retour de ces jeunes pour avoir quelque lumière sur l'opposition qui se manifestait alors, qu'ils pressentaient clairvoyante et que l'on écrasait cyniquement sous les calomnies les plus stupides, mais ces braves jeunes gens, grisés et aveuglés, ne rapportèrent que le souvenir de la parade et des feux d'artifice.

Donc, le 12 dernier, les speakers du micro du Comintern nous annoncèrent les différentes phases de la parade: passage de troupes, des ouvriers et ouvrières d'usine, l'arrivée des vedettes prenant place sur leur perchoir : le « tovarich » Staline, Molotof et autres. Mais ce qui nous parut étrange, c'est que tous ces montreurs d'ours s'exprimaient dans toutes les langues européennes, sauf en italien. *Il en avait été de même pour les communications des délégations. Cette omission nous fit alors rechercher dans les programmes des émissions de T. S. F. des quelques mois précédents, et nous pûmes constater qu'il n'y a pas à Moscou d'émissions en italien; on en trouve fréquemment deux par jour en allemand, il y en a en français, en anglais, en espagnol, en suédois, en tchèque, en polonais, etc...* mais aucune en langue italienne.

Est-ce que l'Italie serait rayée de l'Internationale, ou aurait-elle moins d'importance aux yeux de Moscou, que la République d'Andorre ?

Ou bien y a-t-il dans ce silence de mystérieux dessous de diplomatie secrète ? cette diplomatie secrète qui devait être définitivement abolie par la révolution bolchévique.

Politique ! Politique ! voilà bien de tes surprises.

« Politica sporca » comme disent nos frères italiens.

Pour le monopole de la fabrication des armes

Un camarade employé des postes, Marcel Coudrin, nous fait part des réflexions que lui a suggérées la « minute de silence » du 11 novembre :

Ainsi, c'est tout ce qu'on a trouvé : une minute de silence pour le souvenir des victimes, pour commémorer la fin du carnage. C'est très bien de se recueillir pendant une minute, mais ce n'est pas suffisant ; ce qu'il fallait faire, c'était lutter pour la paix définitive, faire en sorte que toutes les victimes de n'importe quelle nationalité se soient au moins fait tuer pour la dernière des guerres. Et la première chose à faire, ce qu'aurait dû faire un gouvernement de gauche, c'est empêcher les individus comme Schneider et consorts, d'écouler leurs canons, leurs obus et toutes leurs machines à tuer. Au siècle où nous sommes, il est tout de même honteux et cynique que des magnats de l'industrie aient le droit de fabriquer et de vendre de la mort, pour le plus grand bien de leurs dividendes. Depuis les dernières élections législatives, le monopole de la fabrication et de la vente privée des armes de guerre

aurait dû être institué, ce ne serait d'ailleurs qu'un premier pas vers la paix, mais en tous cas, ça empêcherait des individus sans vergogne de s'enrichir dans le sang des autres.

La mendicité officielle

Le camarade Hillion, instituteur, nous écrit :

Avec le début de l'hiver, sous le couvert respectable de la philanthropie, pour la Nième fois, la mendicité du timbre anti-tuberculeux, va s'exercer dans tout le pays. Des nombreux millions mendiés, d'où sera venue la majorité ? Sans nul doute, du prolétariat.

Toutes les revues de gauche, nous ont fait connaître à diverses reprises, les milliards consacrés par la bourgeoisie à ses œuvres de mort (guerre-marine) et à sa Police; en regard pour la Vie ? rien.

Nous, instituteurs, qui luttons en ce moment pour nos moyens d'existence, nous allons nous voir remettre par centaines, ces carnets de timbres, que nos élèves, serviteurs inconscients, mais zélés, de la bourgeoisie, vont se faire un plaisir de répandre dans leurs foyers, et l'on verra, ô honte, telle famille nécessiteuse extraire de son dérisoire budget, 0 fr. 30 *ou* 0 fr. 50 *pour élever de coûteux dispensaires et sanatoria qui soigneront tout le monde sauf... leurs enfants.*

Espérons que nos collègues se refuseront à se prêter à cette odieuse comédie et n'iront pas, ô dérision, faire un travail supplémentaire et étranger à l'Ecole, au moment où l'on parle de les réduire.

La bureaucratrie soviétique est-elle une classe ?

D'un camarade:

J'ai eu l'autre jour une discussion à n'en plus finir avec V. Il avait lu la Géographie économique d'Horrabin et la trouvait très bien, mais il n'admettait pas la note disant que la bureaucratie russe est une nouvelle classe. Car, disait-il, on ne peut parler de classe qu'à l'occasion d'un groupe d'hommes dont les « rapports de propriété » sont particuliers, c'est-à-dire d'hommes qui vis-à-vis de la propriété occupent une situation qui n'est pas celle de la masse. Or, disait-il, la propriété privée n'existant plus en Russie, il ne peut pas y avoir d'hommes qui occupent une situation particulière vis-à-vis de la propriété. Donc il n'y a pas d'autre classe que celle des non-possédants, des prolétaires.

Pourtant il n'est pas douteux que si la bureaucratie russe n'est pas propriétaire, elle est vis-à-vis des biens dans une position qui n'est pas celle de la masse productrice.

Sur le terrain de la production d'abord: une grande partie de cette bureaucratie n'est absolument pas productrice, elle est confinée dans des fonctions d'autorité: *commissaires politiques dans les entreprises, fonctionnaires du parti, etc.; il y a là toute une couche mi-clergé, mi-gendarmerie dont la fonction sociale n'est pas de produire, mais de faire travailler les hommes.*

Sur le terrain de la consommation, la situation de ces bureaucrates est également différente de celle des travailleurs:

1° *Par la différence des salaires. (Un professeur ne gagne-t-il pas parfois plus de 10 fois plus qu'un ouvrier ? M. qui a professé longtemps à Moscou me racontait ce qu'on lui payait l'heure de cours à l'Académie militaire, c'était fantastique). Cette différence de salaire créé, au moins sur le marché libre — si important ! — des différences de situation tout à fait tangibles ;*

2° *Par toutes sortes d'avantages en nature et l'absence de chômage.*

La situation privilégiée de la bureaucratie est donc indéniable. Que le directeur du domaine rural ou de l'usine ne soit pas « propriétaire » de ces choses dont il use et abuse, qu'est-ce que ça peut faire ?

L'absence de propriété privée n'indique que l'absence d'une classe : la bourgeoisie, *elle n'implique pas du tout l'absence de toute classe exploiteuse.*

Ce n'est que dans des circonstances historiques très particulières que les classes sociales peuvent être définies par des « rapports de propriété » ; c'est seulement dans les circonstances où la « position particulière vis-à-vis des biens » prend la forme de « propriété » de ces biens.

Les bourgeois et l' « évolution »

Suite aux articles qui ont été consacrés ici à l'évolution et à la révolution, un camarade nous écrit :

« ...Bien des symptômes donnent à penser que l'humanité, dans ses œuvres et ses mœurs, traverse en ce moment une période comparable, en quelque mesure à ce que les biologistes appellent aujourd'hui des *mutations*.

« Alors que l'évolution des espèces éclate au regard, des biologistes demeuraient, hier encore, troublés de ne pouvoir pas la déterminer de façon expérimentale, et, plus généralement d'en voir les effets évidents, sans en observer la marche et le mécanisme. Même avec le jeu des siècles comment se produisait donc cette désespérante évolution dont nous ne pouvons surprendre sur le vif le plus petit épisode ? Les chercheurs modernes ont donné réponse à cette inquiétude en expliquant assez adroitement que l'évolution n'est pas comme on le croyait jusqu'ici, lente et continue, mais brusque et discontinue. Telle espèce sort, de loin en loin, de la léthargie, traverse une période d'affolement au cours de laquelle sa morphologie et sa physiologie se trouvent plus ou moins modifiées, puis retombe, pour des siècles, à l'équilibre, à la sérénité anatomique.

« Charles Nicolle poursuit en ce moment, des travaux, qui semblent devoir confirmer, pour les microbes, ce qui fut entrevu pour les animaux et les plantes.

« Ces idées nouvelles, bien propres à infirmer le vieil adage : *la nature ne fait pas de sauts*, ne sauraient surprendre un esprit attentif. L'homme qui se regarde vivre et qui regarde ses semblables sent que presque tous les phénomènes, dans l'ordre physiologique et psychologique, procèdent par bonds, par voltes et secousses. La vieillesse vient jour à jour sans doute, mais elle se manifeste par brusques degrés. L'homme reste assez semblable à lui-même pendant un ou deux lustres puis, en trois mois, il vieillit de cinq ou dix ans. Variation brusque.

« Je propose de considérer comme les effets d'une variation brusque les surprenantes modifications survenues depuis cinquante ans, dans les mœurs, le comportement, la civilisation de l'espèce humaine. »

Ces lignes sont un fragment d'une étude de Duhamel « sur la querelle du machinisme ».

Leur conclusion est évidemment abusive puisque ces « surprenantes modifications survenues depuis 50 ans dans... la civilisation de l'espèce humaine » sont limitées à la zône capitaliste de l'humanité, qu'elles ne s'étendent pas à l'espèce humaine proprement dite — et surtout parce qu'elles s'expliquent fort bien non pas par d'obscures raisons biologiques, mais par le progrès de la concentration capitaliste. Quand on a une cause *qui explique la plupart des grandes lignes d'un phénomène, qui, mieux, a permis de les prévoir, pourquoi aller chercher, sur un plan différent, une simple* analogie *?*

Ces lignes montrent cependant que l'idée nouvelle selon laquelle la nature procède par sauts gagne du terrain dans tous les milieux. Elles sont en effet écloses dans la très conservatrice Revue de Paris, *du* 15 *avril.*

C'est un fait acquis maintenant : les bourgeois ne pourront plus brandir la solennité de l'évolution biologique darwinienne, lente et continue, contre la conception révolutionnaire du devenir social.

L'Opinion d'un Socialiste Américain

Qu'est-ce que la N. I. R. A.?

On me demande souvent ce qu'est cette N.I.R.A. (National Industrial Recovery Act) qui vient de faire son apparition dans le mystérieux et lointain pays des « world records » (records mondiaux). Cette fameuse N.I.R.A provoque chez les uns une rage impuissante, chez les autres, d'exhorbitants espoirs. Aura-t-elle vraiment les résultats escomptés pour les fermiers en panne, les travailleurs qui chôment, les petits commerçants qui trébuchent sur la ruine, les millions d'autres qui souffrent plus ou moins directement des effets de la crise, de jour en jour plus grave ? Il n'y a que le premier pas qui coûte, mais n'est-ce que le premier pas ...coûteux sur la voie de la vraie reconstruction économique et sociale ?

Qui est Roosevelt ?

Pour comprendre la N.I.R.A., il faut se faire une idée de l'atmosphère et du milieu matériel où ce phénomène inattendu et bouleversant a pu naître ? Il faut tout d'abord, semble-t-il, faire la connaissance du traître — ou du héros — du drame, le président Franklin Roosevelt. Ce dictateur aimable et souriant n'est, évidemment pas de la classe des Mussolini ou des Hitler. Personnage d'une haute probité, membre d'une ancienne famille — (Je n'ai jamais pénétré par quelle opération miraculeuse il peut y avoir dans ce monde des familles plus anciennes que les autres, mais on m'en a si souvent donné l'assurance que ce doit être vrai !) — homme très riche, même dans le pays classique des milliardaires, de tradition et de culture aristocratiques, grand propriétaire, demeurant dans une maison assez monumentale de la région favorisée de la vallée de l'Hudson — voilà en quelques mots, le cadre et le style de M. Roosevelt élevé dans les meilleures traditions du « gentilhomme campagnard ».

Las depuis longtemps de sa vie tranquille et simple, il s'est à plusieurs reprises essayé dans la politique, débutant, si je ne m'abuse, en qualité de « Secrétaire de la Marine », puis, quelques années plus tard, gouverneur de l'Etat de New-York.

Pour se bien distinguer de son fameux cousin, le président Théodore Roosevelt, ce bon Franklin s'allia au parti Démocrate — l'autre était Républicain —, et il faut que nous comprenions bien en quoi consiste la différence entre ces deux équipes. Dans chaque campagne électorale, ces deux partis se donnent des tapes terribles, en criant à haute voix qu'ils ne font que défendre les principes éternels, principes hérités par ceux-là, des Républicains de Lincoln, par ceux-ci, des Démocrates de Jefferson. Laissons en repos les cendres de ces personnages historiques et examinons plutôt ces principes éternels dans leur application moderne.

Quelle différence constatons-nous entre un Théodore et un Franklin ? J'ai usé souvent du procédé le plus direct pour en avoir l'explication. J'ai mis sous le nez des militants des deux grands partis leurs programmes mêmes, mais en dissimulant les titres et le nom du parti. Pas un seul n'a pu découvrir lequel des deux programmes il lisait, du Républicain ou du Démocrate. J'ai été forcé de conclure qu'entre ces principes éternels il n'existait qu'une distinction très... nuancée et que les deux grands partis de Théodore et de Franklin étaient — au point de vue programme — des frères jumeaux. Leur raison d'être est de fournir des fauteuils confortables à toute une armée de braves gens, affamés de tirer du trésor public quelques sous honnêtes — ou le contraire — et de protéger les intérêts de ceux dont la bienveillance leur rend possible les très coûteuses campagnes électorales qui s'ouvrent tous les deux ans — pour le Congrès et pour le siège présidentiel — c'est-à-dire, naturellement, des grands capitalistes.

Or, le dernier président, Hoover, a été le serviteur complaisant et le défenseur borné du grand capitalisme. Ses théories en faveur de l'individualisme et sa politique du laisser-faire ont échoué sur le dur écueil des faits mis brusquement en évidence par la crise économique et les besognes politiques qu'elle entraînait. Le peuple américain a abandonné le parti de Hoover et, par une majorité immense — encore un « world record » — a exprimé sa confiance dans Franklin, cousin de Théodore, rappelant au pouvoir les Démocrates, frères de lait des Républicains.

L'ignorance américaine

On se demande comment il est possible que ce peuple intelligent et énergique, puisse se contenter de faire le jeu de l'un ou de l'autre des deux partis jumeaux, à programmes quasi-identiques, tous deux dépendant de la même main charitable, tous deux nourris au même râtelier ? Nous trouvons-nous, une fois de plus, en présence d'un « world-record », record, cette fois, de pure et simple stupidité, ou existe-t-il quand même quelque chose qui explique cette navrante psychologie de bétail ?. Certes, et cette explication est plus simple que les apparences ne le feraient croire, le génie, l'intelligence, l'énergie surabondante de cet immense et laborieux peuple américain, ont été toujours dirigés presque exclusivement vers des buts techniques et mécaniques. Les arts d'agrément comme la musique, la peinture, la bonne cuisine et le syndicalisme pur et simple — et aussi ces sciences utiles qu'on appelle les *sciences socia-*

— sont tombés au plus bas, comme des enfants déshérités et négligés au milieu de l'abondance.

Comment a-t-il été possible de tenir une population de cent quarante millions d'hommes — la plupart assez bien éduqués — dans l'ignorance absolue de toute question d'économie nationale ou de science politique ? Une seule chose l'explique : le fait que les écoles et les universités sont, à très peu d'exceptions, sous le contrôle du grand capital, cela directement dans le cas des nombreuses et importantes institutions privées, plus indirectement, mais non moins efficacement, dans le cas des universités contrôlées par les gouvernements des Etats qu'ils soient républicains ou démocrates. — En un mot, il n'y a pas jusqu'à présent de possibilité de présenter au peuple américain la simple vérité sur les questions les plus vitales et pressantes du jour. Ils n'entendent que l'argument du grand capital.

Et la presse ! ! Sur toute la surface du pays, il n'existe qu'un journal de langue anglaise, nettement socialiste, encore n'a-t-il qu'un tirage très restreint : une goutte dans l'Océan de la presse bourgeoise ! Voilà bien, cette fois, un « world record » ! Le peuple américain est, sans doute possible, le plus innocent, le plus ignorant de tous les grands peuples industriels du monde entier ! Fait incroyable, mais humble vérité. Et cette ignorance de tout ce qui concerne l'économie nationale et la science politique n'est pas seulement l'attribut des humbles citoyens; elle est partagée — phénomène plus stupéfiant encore — par les grands capitalistes, que dis-je ? par le dictateur-président lui-même ! C'est ainsi qu'il ne s'écoule pas un jour sans qu'un record au moins soit battu en Amérique ! Où trouver un seul pays industriel et « avancé » où le niveau de la moralité publique et de l'intelligence sociale soit aussi bas qu'aux Etats-Unis ? Un record dont les Américains n'ont guère de raison d'être fiers !

Pas de classes en Amérique !

M. Roosevelt, élu par une vague d'opposition contre la politique brutalement capitaliste de M. Hoover, a l'ambition honnête — il ne peut exister aucun doute à ce sujet — de faire marcher encore la production et la consommation à l'avantage de tout-le-monde. Ses intentions sont bonnes, mais il poursuit ses expériences dans le cadre d'un capitalisme déjà mourant et chaotique. Et quels sont les remèdes qu'il propose ? Quelle est l'opération par laquelle il tente d'infuser un sang pur dans les veines du géant, empoisonné par la surabondance de ses propres richesses ? On ne peut que s'étonner des remèdes proposés et essayés par M. Roosevelt et les charmants amateurs d'économie nationale qui l'entourent. Non, vraiment, c'est un record de trop ! Pour commencer, ils n'ont pas le plus léger soupçon qu'il s'agisse d'une lutte de classes. Pour eux, le peuple est un tout. Bien entendu, il y a une classe de salariés, une autre de fermiers, une autre de commerçants, une autre de capitalistes, mais qu'il existe une lutte entre les possédants et les non-possédants, entre les travailleurs et les capitalistes, ce n'est pas même une chose à concevoir ! C'est cette néfaste théorie que professait un certain Karl Marx, fils d'un rabbin de Rhénanie, exilé en Angleterre, inspirateur-démon de tous les faux prophètes ! Jamais un Karl Marx n'aurait été « reçu » par les vraiment bonnes (et anciennes) familles américaines; encore moins peut-on l'imaginer, comme professeur de sciences sociales dans une grande et respectable université, telle que Harvard, Chicago ou Stamford ; en Amérique, il n'y a pas de lutte de classes ! Nous sommes tous frères dans une grande communauté démocratique-républicaine.

Alors ? Quand les pauvres diables de gueules noires font la grève, contraints, avec les femmes et les enfants, de vivre affamés dans des tentes, sous la neige pour de longs mois, et quand la milice bourgeoise vient fusiller les leaders de la grève, ce n'est pas la lutte de classes ? Quand les travailleurs du vêtement à New-York, se jettent sous les roues des camions pour empêcher le transport des marchandises dans le New Jersey, ce n'est pas non plus la lutte des classes ? Quand un Mooney est jeté en prison et y reste pendant des années, quoique totalement innocent, de l'aveu même de ceux qui l'ont condamné, ce n'est non plus... mais assez, assez ! L'Amérique est le paradis terrestre où chaque milliardaire est d'origine plébéienne, où chaque plébéien a la possibilité de devenir milliardaire — naturellement, avec un peu de chance !

N'est-ce pas une vérité élémentaire que chaque garçon né aux Etats-Unis peut être appelé un jour à habiter la Maison Blanche ? Il est donc bien prouvé qu'il n'y a pas de classes en Amérique; il faut être fou... ou européen, pour imaginer qu'il puisse y avoir une politique de classe ! La politique de la N.I.R.A. est donc une politique qui doit aboutir au plus grand bien du plus grand nombre sans cette oiseuse et gênante distinction de classe !

Les contradicions de la NIRA

La N.I.R.A. a pour objectif immédiat de provoquer l'augmentation des prix. C'est par l'augmentation des prix et uniquement par ce moyen, dit M. Roosevelt, qu'on persuadera les capitalistes de mettre leurs machines en marche, et c'est ça, évidemment, qu'il faut obtenir dans le délai le plus court. Mais pour que les ouvriers obtiennent le pouvoir d'achat nécessaire sur un marché de prix en hausse, ils doivent aussi recevoir des salaires bien au dessus du taux actuel. Donc, des codes seront imposés à chaque industrie, les capitalistes tenus de s'y conformer, aussi bien que les travailleurs et par tous les moyens possibles, y inclus le boycottage officiel. Par la vertu de ces « codes », les syndicats gagnent un statut officiel — mais d'un seul coup ils perdent leur âme — du moins ceux qui en ont jamais possédé une. Ils deviennent partie intégrante d'un système corporatif, à peine distinct du système Mussolinien. La N.I.R.A. donne l'opportunité d'organiser des milliers de travailleurs dans toutes les industries où il n'y avait jamais eu d'organisation syndicale effective. Mais le chiffre astronomique des chômeurs

— plus d'une dizaine de millions — rend la tâche des Syndicats, même dans les conditions en apparence favorables de la N.I.R.A., très difficile, avouons-le, impossible !

Où en est-on dès maintenant ? Le prix des denrées, et de tous les matériaux commence à augmenter, la chute du dollar se mue en catastrophe mais, en raison du grand nombre de chômeurs, les syndicats sous la protection à deux tranchants de la loi, ne peuvent pas — n'osent même pas — insister sur l'augmentation nécessaire des salaires, sans laquelle l'augmentation des prix des objets de consommation est en passe de devenir une catastrophe terrible pour la masse des travailleurs. Des grèves éclatent ça et là. Les fermiers eux-mêmes font grève, acculés à la perte de leurs maisons hypothéquées, ne pouvant se contenter du presque-rien qu'ils reçoivent sur le marché, comme prix de leur labeur. Une poussée de sentiments révolutionnaires commence à se manifester. Mais ne nous y trompons pas : c'est un sentiment de passion aveugle, qui se heurte à une dictature déjà établie, sous toutes les formes de la politesse et de la bonhommie démocratiques, par le très populaire M. Roosevelt et ses copains du parti démocrate.

L'avenir paraît bien sombre. Jusqu'à présent c'est le coût de la vie qui a augmenté, tandis que les salaires tombaient relativement plus bas. Il n'y a aucun moyen perceptible, dans le cadre du système capitaliste, qui permette d'échapper à ces déplorables résultats. Seul le contrôle absolu des prix de gros, des prix de transport et de détail, des salaires, des heures et des conditions du travail et des baux d'habitation ouvrière, pourrait procurer la balance définitive. Mais ça, ce ne serait plus le système capitaliste, ce serait l'étatisme poussé à ses limites logiques, ce serait le premier pas vers l'abîme qui a nom Karl Marx !

Alors quoi ? La politique de la N.I.R.A. comporte forcément une masse de contradictions. On veut arriver à un certain résultat, faire marcher l'industrie, et on est bien obligé de reconnaître que, bon gré, mal gré, la base doit être une économie dirigée. Les capitalistes, apercevant des profits à l'horizon, des profits garantis par les « codes » de la N.I.R.A. elle-même, emploieront tout de suite des chômeurs et ceux-ci, grâce aux salaires présumés augmentés, deviendront consommateurs, fournissant ainsi à messieurs les capitalistes, les seules raisons à leur portée pour activer la production et ainsi de suite.

Mais on peut se demander où réside la différence essentielle entre cette économie de distribution et le système du laisser-faire, cher à M. Hoover ? Si M. Roosevelt réussissait à réaliser la hausse des salaires au point précis, où les travailleurs auraient le pouvoir d'acheter tout ce qu'ils auraient créé, les capitalistes n'auraient pas la possibilité de gagner un sou, leurs immenses capitaux ne leur rapporteraient pas un sou. Sinon, la consommation reste bloquée, la production aussi. Alors, quel côté de la barricade adopte-t-il, ce consciencieux et aimable gentilhomme de la Maison Blanche ? Celui des capitalistes qui ne permettent la mise en marché de leurs machines qu'à condition d'en retirer de « justes » profits, ou celui des travailleurs dont l'unique moyen de vivre consiste à obtenir — le diable sait comment ! — un pouvoir d'achat continu et suffisant ?

Le réel danger

L'échec presque complet de la N.I.R.A. qui devient évident, même aux yeux de ceux qui la prônent et en dépit de l'optimisme exprimé en toute occasion par M. Roosevelt, a déjà donné à certains éléments bourgeois, l'occasion de parler en faveur d'une dictature, avouée et permanente. Le véritable esprit démocratique est si faible parmi les masses, ailleurs que dans le mouvement ouvrier, relativement impuissant et mal organisé, qu'on voit augmenter tous les jours le grave danger de voir la démocratie bourgeoise céder la place à un régime « national-socialiste », basé sur des promesses de bonheur faites à tout-le-monde, comme celles qu'en Allemagne M. Hitler a prodiguées dans toutes ses campagnes électorales. Mais on ne se nourrit pas avec des promesses, et je ne doute pas qu'il y aura encore pour longtemps d'innombrables estomacs vides, dans ce pays où les machines peuvent aujourd'hui produire des richesses évaluées à un minimum de dix mille dollars par année et par famille.

Et voilà ! Encore un « world record » qui n'est pas du tout à mon goût ! Abolir toutes les libertés démocratiques, y inclus les droits syndicaux des travailleurs; sacrifier toute possibilité de reconstruction saine et honnête et recevoir, en échange, le droit de vivre — à moitié affamé — sous la dictature d'un charmant bonhomme confortablement installé dans un bureau gouvernemental, à Washington, oui, ce serait, sans doute, un record de plus ! — mais aussi, l'affaire la plus mauvaise dans laquelle un peuple se serait jamais embarqué — Une affaire dont, certes, on ne se tirerait pas non plus en deux semaines !

Herman KOBBE.

Parmi les conditions psychologiques de la société industrielle, il faut signaler la passion des patrons pour le pouvoir absolu, pour tout ce qui tient à l'affirmation de leur force. Jamais aristocrate d'ancien régime n'a été plus jaloux de ses privilèges nobiliaires que nos industriels sont jaloux de leur supériorité ploutocratique. Ces gens consentent à faire de larges sacrifices d'argent pour pouvoir faire montre de leur puissance. Le directeur idéal, recherché par les sociétés importantes, est le parfait cynique, qui rapelle l'huissier de comédie, calculant les profits que doivent lui rapporter les humiliations subies. La vieille éducation préparait mal à tenir ce rôle écœurant.

La grande industrie ne trouvant pas des sujets en quantité suffisante, réclamait la transformation des collèges ; elle voulait que l'instruction donnée fût plus pratique capable de mettre les jeunes gens en état de gagner leur vie et surtout plus largement répandue. Il lui fallait un prolétariat de techniciens *et elle ne manquait pas de faire valoir comme c'est l'usage en pareil cas, des motifs philanthropiques et démocratiques. Elle devait réussir.*

G. SOREL.

LETTRE D'ALLEMAGNE

La situation dans la Ruhr

Chers Camarades,

Dans l'espoir que cette lettre vous parviendra je vous écris pour vous indiquer quelle est ici la situation, après neuf mois du gouvernement d'Hitler. Les millions d'ouvriers d'usines qui se trouvent ici et qui ont déjà donné tant de fil à retordre au régime bourgeois capitaliste, bénéficient, de la part d'Hitler, d'une surveillance toute particulière. Toute son attention est dirigée sur cette région, toujours dangereuse. Aussi, la terreur que font régner les bandes nazi, qui date du premier jour de l'avènement d'Hitler, ne cesse de s'accroître, car Hitler et compagnie savent très bien que, malgré leurs belles paroles et leurs promesses, la plus grande partie de la population de la Ruhr leur reste hostile. C'est pourquoi, actuellement, durant la préparation des élections, la terreur est particulièrement sauvage.

Nuit et jour, des pelotons de S.A. et S.S. font des rondes dans les quartiers ouvriers, sur les routes entre faubourgs, dans les gares, et chaque ouvrier suspect est fouillé, questionné, obligé de dire où il va, pour quoi faire, etc... Si ses explications ne paraissent pas suffisantes, on l'amène à la caserne nazi, et il finit bien souvent au camp de concentration. Aussi, la plupart des ouvriers ne se hasardent plus dans les rues après dix heures du soir.

Les maisons sont également minutieusement fouillées pour voir s'il n'y a pas un poste de T.S.F. Malheur au prolétaire que l'on surprend en train d'écouter une station étrangère, surtout celle de Moscou. Ce crime, le gouvernement nazi tente de le prévenir en confisquant les appareils capables de recevoir des stations éloignées. Quelquefois on les remplace (mais pas toujours) par le mauvais appareil « Gœbbels ». Ceci prouve combien Hitler et Cie ont peur que la vérité ne se sache.

La situation économique devient de plus en plus insupportable

Le chômage ! C'est avec un rire ironique que les prolétaires d'ici lisent les belles tirades sur la soi-disant diminution du chômage. Car si dans l'industrie de l'acier on réembauche quelques ouvriers (pour l'armement), en revanche, dans l'industrie moyenne et légère, le chômage ne cesse de croître. Un exemple : le grand magasin Kohnen Eppstein, de Duisbourg, congédie pour le 31 octobre (avec autorisation des autorités nazi), 100 ouvriers, soit un tiers de son personnel. D'après une source sûre, dès que ce congédiement fut autorisé, la maison Eppstein fut assaillie de demandes de la part d'une foule d'autres entreprises : « Comment s'y était-elle prise pour obtenir cette autorisation ? » Ce qui montre que beaucoup d'entreprises congédieraient volontiers leurs ouvriers (elles le font d'ailleurs déjà mais sur une plus petite échelle et plus discrètement).

Que n'a-t-on pas promis aux chômeurs ? Jusqu'ici rien n'a été fait pour eux. On oblige les paysans, par la menace, à donner des pommes de terre et du blé comme « secours d'hiver » pour les chômeurs, mais ceux-ci n'en ont pas même vu la couleur. En revanche, les prix des aliments augmentent de jour en jour, principalement ceux de la viande, du saindoux et de la margarine. La graisse est quatre fois plus chère qu'avant Hitler. Quant au beurre, son prix le rend inabordable pour le prolétaire.

Impôts obligatoires sous forme de « dons volontaires »

Le gouvernement nazi se vante d'avoir diminué les impôts sans en avoir créé de nouveaux. Il se flatte également de n'avoir imposé ni toléré aucune diminution de salaires. En apparence cela est exact, mais dans la réalité la masse n'a jamais été autant volée au moyen des impôts indirects que sous les nazis.

La nouvelle forme d'impôts porte le nom de « dons volontaires ». Chaque semaine presque, on « exige » un nouveau don. Souvent, trois ou quatre de ces collectes forcées ont lieu en même temps. La quête pour « procurer du travail et des secours d'hiver » est devenue permanente. Les confiscations enlèvent aux paysans certaines quantités de pommes de terre et de blé. Quant aux ouvriers et employés qui travaillent encore, ils doivent inscrire sur des listes, qui circulent continuellement, la somme qu'ils versent « volontairement » et qui est retenue sur leur salaire (1). Mais malgré la terreur le nombre de souscripteurs diminue constamment.

Pour compenser cette diminution les nazis ont créé dans toute la région de la Ruhr de nouvelles méthodes de dons « volontaires ». Dans plusieurs entreprises, le conseil d'usine nazi a décidé, au nom de tout le personnel, que les ouvriers verseront chaque semaine le montant de deux heures de travail, ou bien on leur retient carrément de 20 à 30 % de leur salaire. Dans d'autres usines, les nazis font circuler des listes où ceux qui ne veulent pas donner doivent inscrire leur nom. Malheur à celui qui le met; quant aux autres, n'ayant pas signé, ils sont considérés comme « volontaires » pour la souscription. Ajoutez un tas de souscriptions secondaires comme par exemple : pour la cellule nazi, pour des livres de chansons nazi, pour la caisse de voyage pour les manifestations nazi, etc., etc...

On comprend l'état de surexcitation de ceux qui, en outre de ces fréquentes collectes, ont à subir

---

(1) Rendons à César ce qui est à César. L'inventeur de ce système n'est pas Hitler, mais Staline. L'impôt sur les salaires — un impôt formidable — opéré par retenue sur les salaires et baptisé du nom de souscriptions ou de prêts « volontaires » est depuis des années un des traits dominants du régime dit « soviétique ». (N.D.L.R.).

une réduction de la durée du travail, du fait de la semaine de 40 heures ou même moins, car à la réduction des heures de travail correspond une réduction proportionnelle du salaire.

Que toutes ces collectes n'aient rien de « volontaire », cela va de soi. Pour s'en assurer on n'a qu'à regarder ce que rapportent les quêtes là où la terreur ne peut s'exercer. Ainsi la collecte pour le secours d'hiver, organisée parmi les 250.000 visiteurs de « la foire brune » de Duisbourg, a rapporté tout juste 418 marks; 80.000 spectateurs, assistant au match de football Allemagne-Belgique, donnèrent à la quête : 320 marks. (Ces chiffres sont empruntés à la presse officielle nazi).

Pour maintenir la masse sous un contrôle constant, on oblige les ouvriers, et principalement les mineurs, à assister à des exercices militaires, notamment au lancement de grenades à main. Ces exercices ont lieu sur des terrains attenant aux mines ou dans des stades.

La participation aux manifestations et réunions nazi est obtenue par le procédé suivant : on distribue à chaque ouvrier une carte portant son nom et celui de l'usine à laquelle il appartient. Cette carte est retirée à la fin de la manifestation et l'on sait ainsi qui n'y a pas participé. Malheur à celui qui s'est dérobé; le chômage et... autres choses l'attendent.

La corruption des bonzes nazi

Par manque de contrôle, la corruption et les fraudes augmentent de jour en jour, mais malheur à qui se laisse prendre à en répandre la nouvelle. Des centaines de prolétaires nazi des S.A., S.S. et N.S.B.O. ont, pour avoir ébruité les scandales, rejoint les « marxistes » dans les camps de concentration. C'est pour cela que peu de faits sont officiellement connus. En voici pourtant quelques-uns :

Le dirigeant du cercle N.S.B.O. à Essen, le nommé Klüsener, a disparu avec 120.000 marks. Un autre, Mühshaups, à Duisbourg, a commis des fraudes importantes à l'occasion de la collecte pour Johann Probeleis (première victime nazi). Les premiers jours, toute la ville en parlait. Sur un ordre venu d'en haut, celui qui osait encore parler de ce scandale était arrêté sur le champ et traité dans la presse de « provocateur communiste ». C'est ainsi qu'à Recklinghausen, tous les membres de la S.A. nazi ont été arrêtés et envoyés dans un camp de concentration. Ce haut fait fut proclamé dans la presse comme une « grande capture de communistes ».

Proteste-t-on ?

Dans la région de la Ruhr, pas encore; ou tout au moins pas ouvertement et pas en masse, mais un grand changement est néanmoins en train de s'opérer dans les sentiments de toutes les classes de la population à l'égard d'Hitler. La sympathie frénétique dont jouissait Hitler au printemps a complètement disparu, ses plus fidèles partisans commencent à le lâcher. La grande majorité serre le poing, et malheur aux nazi le jour où, du fait de circonstances internationales ou par suite des conditions économiques intérieures, le régime d'Hitler sera en crise !

Cet état d'esprit est nettement apparu lors d'une fête nazi dans la petite ville de Bochols. Pendant une réunion, au milieu de la salle, un ouvrier nazi s'est dressé soudain, criant : « *Front rouge: que Hitler crève !* », et cela sous les applaudissements de la majeure partie de l'assistance. Naturellement, il s'ensuivit une bagarre et plusieurs prolétaires furent envoyés dans les camps de concentration.

Mais ce fait indique clairement le feu qui couve, confirmé d'ailleurs par le fait que depuis quelques temps, les dénonciations qui, au commencement du régime nazi affluaient, ont complètement cessé. Ceci prouve que chaque geste de révolte contre la terreur rencontre la sympathie de la masse.

Notre travail illégal

Nous ne le cachons pas; il est encore très faible. Car si, d'une part, nous travaillons plus librement, maintenant que les dénonciations ont cessé, nous nous heurtons d'autre part à de grandes difficultés. Les policiers en civil fourmillent et le danger est partout. Ce n'est qu'arrestations, confiscations des machines à écrire, et nombre de nos camarades ont dû fuir. Malgré tout, le travail recommence. Malgré les difficultés, notre activité reprend; dans les entreprises, dans les quartiers ouvriers et aux permanences où les chômeurs vont faire « pointer leurs cartes ».

Comme il est toujours question, dans la presse, de « communistes », vous pourriez croire qu'il n'y a que les communistes qui travaillent. Sans vouloir déprécier le travail courageux des camarades communistes, il ne faut pas oublier que quelles que soient les opinions de l'arrêté, on le traite toujours de « communiste ». D'autre part, le parti communiste commet beaucoup d'imprudences, ce qui facilite l'infiltration des espions dans nos rangs, d'où de nombreux risques d'être arrêté.

Des groupes de camarades réformistes nous aident dans notre travail illégal. Pour eux, le parti social-démocrate a cessé d'exister; pas un d'entre eux qui conserve des illusions à cet égard. Ils veulent tous la lutte révolutionnaire. C'est notre tâche primordiale de gagner ces camarades ainsi que ceux qui sont mécontents de la tactique du parti communiste et créer avec eux tous, nos cadres pour la lutte et la victoire contre le fascisme.

Salutations révolutionnaires.

(*Traduit du Fakkel, organe du parti socialiste indépendant de Hollande*.)

Daladier à plat ventre devant les Compagnies

Le Scandale des Chemins de Fer Algériens

Dédié à ceux qui ont des illusions sur les hommes de « gauche » et les programmes de « gauche ».

Lorsque l'hiver dernier, le ministère Daladier fit voter son budget par les socialistes, lorsqu'il leur fit voter la première diminution du salaire des fonctionnaires, il leur présenta en échange... une commission. Une commission qui... étudierait. Qui étudierait s'il n'y avait pas lieu d'instituer un monopole d'Etat du pétrole. Commission qui, comme toutes les commissions, mourrait un jour de sa belle mort après avoir, tout au plus, tenu quelques réunions, après avoir, tout au plus, accouché d'un rapport. Et les députés socialistes eurent le cynisme de présenter cela comme une « victoire » excusant toutes leurs capitulations, comme un premier pas sur la voie de la « nationalisation » des monopoles privés.

Or, quelques mois à peine après que Daladier avait donné cette merveilleuse preuve de sa volonté de nationaliser, le même Daladier faisait procéder par son Paganon et son Chautemps non pas à de la nationalisation, mais à de la « dénationalisation » ! La dénationalisation de tout près de 4.000 kilomètres de chemins de fer : 3.800 kilomètres de chemins de fer d'Etat, propriété d'Etat, et jusque là exploités par l'Etat, étaient remis par son gouvernement entre les mains d'une Compagnie privée. Pour cela, pas besoin comme lorsqu'il s'était agi de nationaliser, d'une commission qui « étudierait »; d'un trait de plume la chose fut décrétée, et, en moins d'un mois, exécutée.

Le réseau de l'Etat remis aux mains du P.-L.-M.

Voici les faits :

Les chemins de fer d'Algérie appartiennent en totalité à l'Etat, mais leur gestion était, jusqu'au 1er novembre dernier, divisée en deux. Une partie, de beaucoup la plus importante, 3.800 kilomètres de lignes sur un total de 5.000 était exploitée directement par l'Etat, c'était ce qu'on appelait le réseau de l'Etat; le restant, 1.200 kilomètres, était affermé à la Compagnie française du P. L. M. qui en assurait l'exploitation, c'était le réseau P.L.M. Tel était le régime qui avait été institué par les fameuses conventions Le Trocquer de 1921, les conventions « scélérates », comme disait — autrefois — Daladier, ces conventions ayant réglé le régime des chemins de fer algériens en même temps que celui des chemins de fer métropolitains.

En outre, sur le modèle de ce que ces mêmes conventions avaient décidé pour les réseaux français, il avait été créé deux organes communs aux deux réseaux algériens : le « Conseil Supérieur des Réseaux » et le « Comité de Direction ». En dehors de ces deux organes aux attributions strictement définies, l'exploitation des réseaux restait complètement indépendante : « *En dehors de cette organisation commune*, disait textuellement l'article 3 de la Convention, *l'organisation intérieure et l'exploitation de chaque réseau resteront celles qui lui sont propres* ».

Or, contrairement aux termes formels de cet article de loi, le ministère Daladier, quinze jours avant de mourir, a fait, par un arrêté de son gouverneur général, supprimer l'exploitation autonome du réseau de l'Etat et remettre l'exploitation de la totalité des lignes algériennes entre les mains de la Cie P. L. M..

Le 6 octobre dernier, le Gouverneur Général d'Algérie, le sinistre Carde, homme-lige des grandes Compagnies, concluait en effet un accord avec le P.L.M. par lequel, à partir du 1er novembre, un *directeur unique* serait nommé pour les deux réseaux et les services généraux de ces deux réseaux progressivement fusionnés. Ce directeur unique devait être *agréé par la Cie P.L.M.;* c'est-à-dire, en fait, nommé par elle. L'Etat n'était plus libre désormais de nommer pour diriger les 3.800 kilomètres de son réseau, qui il voulait ; la Compagnie P.L.M. avait sur cette nomination un droit de veto. Or, toujours, qui a le veto a le pouvoir.

Ce directeur unique qui est dès maintenant désigné, n'est autre d'ailleurs... que le directeur du P.L.M., M. Ardoin, celui qui jusque là était directeur du réseau de l'Etat. Ainsi, en fait comme en droit, le réseau de l'Etat algérien est passé depuis le 1er novembre, par la grâce de l'ex-gouvernement Daladier, sous l'autorité de la Compagnie privée P. L. M.

C'est le réseau bien géré qui passe entre les mains du mal géré

Quelle aubaine, vont être pour le P.L.M. cette direction unique, et ces services généraux uniques placés sous l'unique direction de leur directeur, il est inutile de le dire! car, financièrement, les deux réseaux restent distincts; si l'exploitation devient commune, les caisses restent séparées. Et comme ce sera un jeu de gérer les services communs et de traiter les affaires communes de manière à avantager l'un des deux réseaux, c'est la caisse de l'Etat qui paiera, et celle du P.L.M. qui encaissera !

Cela sera d'autant plus utile au P.L.M. que la gestion de son réseau s'est jusqu'ici avérée comme lamentable, à côté de celle du réseau d'Etat. Le

prétexte habituel que donnent les hommes des Compagnies, à savoir que la gestion des compagnies privées est meilleure que celle de l'Etat, ne saurait, foutre pas ! être invoqué dans le cas présent.

Les lignes qui constituent le réseau du P.L.M. sont infiniment plus faciles à exploiter que celles du réseau d'Etat, car le P.L.M. ne s'était fait attribuer par la convention de 21 que les meilleures lignes : presqu'uniquement des grandes lignes, dont la plus importante de toute l'Algérie, celle d'Alger à Oran, et qui sont toutes situées dans la partie ouest de l'Algérie, c'est-à-dire celle où le relief est le moins tourmenté. A l'Etat on avait laissé le reste, c'est-à-dire toutes les petites lignes, ainsi que toutes les lignes du département de Constantine, dont la plupart, notamment la plus importante, celle de Constantine à la frontière tunisienne, ont un profil extrêmement dur. Il n'y aurait donc eu rien d'extraordinaire à ce que les dépenses d'exploitation de l'Etat fussent supérieures à celles du P.L.M. Or, c'est tout le contraire qui a eu lieu : ce sont les dépenses du P.L.M. qui sont les plus élevées — considérablement plus élevées que celles de l'Etat. Qu'on en juge !

Voici les chiffres :

Durant l'année 1929 (dernière année pour laquelle nous avons les statistiques) les dépenses par kilomètre-train ont été de 34 fr. 58 pour le réseau P.L.M., alors qu'elles n'atteignaient que 23 fr. 65 pour le réseau d'Etat. 46 % de dépenses de plus pour la compagnie privée que pour l'Etat ! Ce n'est pas seulement pour l'ensemble de l'exploitation, c'est pour chaque chapitre de l'exploitation pris isolément que l'on retrouve cet avantage en faveur de l'Etat, pour les frais d'administration générale : 1 fr. 60 par kilomètre de train pour l'Etat contre 3 fr. 10 pour le P.L.M.; pour le mouvement : 7 fr. 24 contre 11 fr. 44; pour la traction 11 fr. 25 contre 15 fr. 43, pour la voie : 3 fr. 49 contre 4 fr. 55.

Autre terme de comparaison : par rapport à 1913, le coefficient d'augmentation de la dépense par kilomètre train en 1929 était, pour les lignes de l'Etat,6,75; pour celles exploitées par le P.L.M. 8,66. 28 % de plus !

L'exploitation par le P. L. M. étant ainsi manifestement beaucoup plus coûteuse que celle par l'Etat, c'est au P. L. M. qu'on remet l'exploitation de l'Etat ! Il eut été logique, devant la désastreuse exploitation du P.L.M., de soumettre à l'agrément de l'Etat la nomination du directeur du P.L.M.; c'est le contraire qu'on fait,c'est l'Etat qui soumet à l'agrément du P.L.M. la nomination de son propre directeur. Bien plus, c'est le responsable direct de l'exploitation la plus chère, son directeur, qu'on nomme à la direction de l'exploitation jusque-là la moins chère !

En pleine illégalité

La remise du réseau de l'Etat algérien au P.L.M. est un scandale en soi, mais il se double d'un autre scandale, qui est que cette remise a été faite en violation formelle de la loi, qu'elle est un acte illégal au premier chef, un véritable coup de force, un défi à la « légalité républicaine » la plus élémentaire.

Si « scélérates » que fussent les conventions de 1921 elles avaient été au moins conclues dans le respect des formes légales. Elles avaient été toutes, celles relatives aux lignes algériennes comme les autres, soumises à l'approbation du Parlement. La loi du 11 décembre 1922 les avaient approuvées. Seule une loi pouvait donc les modifier; non un ministre, et encore moins un gouverneur général.

En transformant l'organisation intérieure et l'exploitation des réseaux, en supprimant leurs organisations « propres », pour les remplacer par une organisation commune, le Gouverneur Carde a substitué sa volonté à celle du Parlement; il a annulé purement et simplement par arrêté ce que la loi avait décrété. Chambre et Sénat ont dit: on fera ainsi, l'organisation intérieure et l'exploitation des deux réseaux algériens seront indépendantes, elles demeureront celles qui sont actuellement. Avec le culot de ces hauts fonctionnaires qui se savent tout permis parce qu'il sont les hommes des grandes compagnies et qu'en République tout est permis aux grandes compagnies (1), Napoléon-Carde déclare: on fera autrement, on fera exactement le contraire de ce que la loi a décidé, l'organisation intérieure et l'exploitation des deux réseaux deviendront communes pour tout ce qu'il sera possible de mettre en commun, l'organisation intérieure et l'exploitation de chaque réseau ne resteront pas celles qui leur sont propres.

Le plus beau est l'argument que Carde et son complice, Lebon-Double-Boucle, président de la Cie P.L.M., ont fait servir par leur presse à tout faire pour tenter de justifier leur décision. La nouvelle convention ne consiste, disent-ils, qu'à faire copier par l'Algérie ce qui a été décidé en France par les lois de juillet dernier pour les réseaux de l'Orléans et du Midi. On sait en effet qu'en dehors de la convention générale passée avec les réseaux français et que nous avons analysée dans un récent numéro, une autre convention avait été spécialement passée avec l'Orléans et le Midi les autorisant à fusionner certains de leurs services. Mais ce que Carde-Lebon oublie de

(1) Violer la légalité la plus élémentaire est d'ailleurs passé à l'état de seconde nature chez les hauts fonctionnaires algériens... toutes les fois qu'il s'agit de l'intérêt d'une grande Compagnie. C'est ainsi qu'on a vu tout récemment un de ces ineffables contrôleurs « contrôlés », un ingénieur en chef des Ponts et Chaussées d'Alger, non seulement donner un avis favorable à une demande de modification du cahier des charges par une Compagnie d'électricité, qui créait sans aucune contre-partie de nouvelles charges pour les consommateurs d'électricité, mais, renchérissant sur la demande de la Compagnie, ledit « contrôleur » propose que cette modification soit opérée *sans autorisation du Conseil d'Etat*, bien qu'ayant trait à un article *obligatoire* du cahier des charges type établi par le Conseil d'Etat. Et le préfet, digne pendant de son Gouverneur général, d'approuver.

L'intérêt des Compagnies est la loi suprême....

dire, c'est que pour cette fusion entre les services de l'Orléans et du Midi IL A FALLU UNE LOI ! Si, pour fusionner les services de deux compagnies privées, une loi est nécessaire, comment n'en faudrait-il pas une, *à fortiori*, pour fusionner ceux d'une compagnie privée et d'un réseau d'Etat !

Comparaisons

Si nous avons insisté avec quelques détails sur ce scandale, c'est avant tout qu'il est éminemment caractéristique. C'est un véritable cas type. Toute l'hypocrisie des politiciens dits de « gauche », toute la fripouillerie de l'« honnête homme » pour Palais-Bourbon, s'y étalent dans leur splendeur.

Dans les coins, Daladier, premier ministre, s'en allait racontant que, personnellement, et conformément d'ailleurs au programme traditionnel du parti radical, il était partisan de la nationalisation des monopoles privés et des services publics; s'il n'agissait pas davantage dans ce sens, c'était uniquement en raison de l'opposition du Sénat. Mais au même moment, alors que le Sénat n'y était pour rien, alors que l'existence ministérielle de Daladier n'était aucunement en jeu dans l'affaire, Daladier faisait mettre sous l'autorité d'une compagnie privée, l'un des deux seuls grands réseaux de chemins de fer exploités par l'Etat. Lui qui, autrefois, proposait de faire nommer les directeurs des Compagnies de chemins de fer par l'Etat faisait maintenant dépendre la nomination du directeur d'un réseau d'Etat de l'agrément d'une Compagnie privée !

Daladier ne se présentait pas seulement comme un partisan de la nationalisation, il était aussi, et avant tout, un « républicain », le défenseur attitré de la Constitution républicaine. Avec lui on pouvait au moins être sûr que les « droits du Parlement » seraient respectés. Mais en même temps qu'il criait ça à gueule que veux-tu, il faisait... contrevenir à la loi par un Gouverneur Général !

En 1921, Le Trocquer, ministre de droite, appuyé sur une majorité de droite, celle dit du Bloc National, affermait à la Compagnie privée P.L.M. un peu plus du *cinquième* des lignes de chemins de fer d'Algérie, les autres quatre cinquièmes restant directement exploités par l'Etat. En 1933, Daladier, chef d'un gouvernement de gauche, appuyé sur un Parlement comprenant dans les deux Chambres une majorité de gauche, Daladier homme de confiance de l'aile la plus « gauche » de la « gauche », remet entre les mains de la Compagnie privée P.L.M. l'exploitation de *tous* les chemins de fer d'Algérie.

En 1921, Le Trocquer, ministre à tendances plus ou moins fascistes, soumet à l'approbation du Parlement les conventions, toutes les conventions, qu'il a conclues avec les compagnies de chemins de fer. En 1933, Daladier, ministre « républicain », fait conclure avec la Compagnie P.L.M. une convention qui détruit une disposition essentielle de la convention antérieure approuvée par le Parlement, et... ne la soumet pas au Parlement.

Tels sont les faits.

R. LOUZON.

P. S. — Il y a à la Chambre, si je ne me trompe, des députés socialistes, qui, plus encore que Daladier, sont partisans de la « nationalisation » des services publics, et défenseurs encore plus fougueux des « droits du Parlement ». Ils ne sont pas muets que je sache. Qu'attendent-ils donc pour porter la question à la tribune? Pour exiger l'annulation de l'arrêté illégal, de l'arrêté pris en violation formelle des droits du Parlement, de l'arrêté qui a supprimé une loi ? Les lauriers qu'a valu à Daladier son ralliement aux Compagnies, auraient-ils à ce point donné à réfléchir à M. Moch, ex-grand tombeur, lui aussi, des compagnies de chemins de fer ?

Seule à notre connaissance a protesté jusqu'à présent avec l'ampleur nécessaire *l'Union des Syndicats Confédérés des chemins de fer d'Algérie.* A un meeting qu'elle avait convoqué le 9 novembre, les cheminots sont accourus en une foule telle que la grande salle de la Bourse d'Alger n'a pu les contenir tous.

ÉCLAIRCISSEMENTS

Allons-nous vers la Révolution Prolétarienne ?

L'article de Simone Weil que publia la *R.P.* du 25 août m'apparaît comme un travail très important, autant par la valeur des arguments et la façon nouvelle de poser les problèmes que par les qualités de style: clarté, méthode, formules imagées qui restent dans la mémoire.

Il y a dans ce travail plusieurs choses: d'abord, l'analyse d'une forme d'oppression nouvelle: le régime bureaucratique. Je me sens sur ce point pleinement d'accord avec S. Weil: l'analyse de l'Etat russe est faite de main de maître. Il y a là un apport nouveau qui complète et corrige les prévisions faites autrefois par Marx.

Il y a aussi une série de remarques sur la tactique extrêmement utiles:

« *Les militants ne peuvent pas remplacer la classe ouvrière* ».

Nous sommes en effet beaucoup trop portés à discuter entre nous, à étudier entre nous, à réfléchir entre militants et nous ne portons pas assez notre activité dans la masse prolétarienne elle-même, afin de résoudre les problèmes immédiats à l'égard desquels elle se débat, avec des moyens très pauvres.

Très juste aussi la mise en garde contre les ravages que cause jusque dans les rangs ouvriers l'admiration pour une soi-disant économie dirigée, qui n'est en réalité qu'un capitalisme d'Etat, souvenons-nous de l'enthousiasme suscité jusque dans nos milieux par le plan quinquennal russe !

Enfin une autre idée essentielle: ne pas se

bourrer le crâne soi-même, ne pas « *se nourrir d'espérances creuses* ». Faits en mains, S. Weil démontre que le triomphe du prolétariat n'est pas fatal. Cela est à signaler, car l'idée d'un succès final inéluctable permettait aux endormeurs de nous empêcher d'agir en nous invitant à attendre tranquillement le « Grand Soir »... qui était toujours remis à plus tard; par contre, que d'aventuriers n'ont pas, pour des buts étrangers à notre classe, utilisé la même croyance pour nous lancer tête baissée dans des bagarres pour le « communiqué » ?

Tels sont les utiles enseignements que le prolétariat peut tirer, il me semble, de l'analyse de Simone Weil; mais celle-ci présente d'autre part quelques points dangereux. Avant de les examiner en détail, je tiens à préciser que l'utilité des premiers me paraît dépasser de beaucoup le danger des seconds.

Il y a des défaites fécondes

Il ne faut pas se nourrir « d'espérances creuses », mais il ne faut pas non plus exagérer les difficultés, et oublier d'estimer à leur juste valeur les chances de succès.

Pessimisme outré dans l'examen du passé d'abord. Les précurseurs du prolétariat et les paysans va-nu-pieds morts en 1792 en croyant libérer « le genre humain » par le sacrifice de leur vie n'ont pas atteint leur but. C'est vrai, mais S. Weil ne niera pas cependant qu'ils ont contribué largement à renverser le régime féodal et qu'ainsi ils ont ouvert des possibilités de développement, d'organisation et de lutte, à la classe ouvrière dont ont profité les générations qui nous ont précédés et dont nous profitons encore nous-mêmes. Leur mort n'a donc pas été vaine.

S. Weil néglige aussi la valeur enseignement, exemple, encouragement, tradition que contient un mouvement comme celui de la Commune de Paris. Ce n'est pas une « espérance creuse », c'est un fait, celui de l'influence psychologique exercée sur les générations suivantes par une bataille, même perdue, où la grandeur d'une classe s'est montrée. La défaite de 1905 en Russie fut terrible, mais des jeunes qui agirent en octobre 1917 avaient vu cette « révolution manquée » étant enfants, et agirent dix ans plus tard sous son influence. Ne renions pas notre passé, même quand nous y avons été vaincus.

Les faiblesses de l'ennemi

Revenons au présent.

Le régime bureaucratique est un grand danger, mais il n'a pas encore triomphé partout; la propriété privée ne lui cède pas la place sans lutter; S. Weil elle-même constate combien cette lutte entre nos deux ennemis a demandé d'efforts au fascisme italien; il y a là une division des forces adverses que le prolétariat doit tenter d'utiliser.

S. Weil réduit ceux qui résistent encore dans le prolétariat, à « une poignée de vieux syndicalistes et communistes sincères désunis par d'obscures querelles ». C'est là indiquer immédiatement une besogne à faire: éliminer les obscures querelles. Des expériences comme celles de la *Révolution Prolétarienne* en France, du *Réveil Syndicaliste* en Belgique montrent que quelque chose est possible dans ce domaine.

Mais, outre cette poignée, il faut tenir compte d'un nombre beaucoup plus considérable de socialistes, de syndiqués subissant l'influence des partis socialistes, qui commencent, sous l'influence des événements d'Allemagne, à voir clair; ce mécontentement est loin d'être bin précis, d'être cristallisé, mais il s'étend à autre chose qu'une « poignée » d'hommes. (Voyez, par exemple, les *Jeunes Gardes Socialistes* de Belgique).

D'ailleurs, si dures que soient les conditions d'existence dans les pays où le régime bureaucratique est un fait (Italie, Russie, Allemagne), le prolétariat, malgré ses défaites, n'y a pas encore dit son dernier mot. Pour l'Italie, l'Allemagne et la Russie, des nouvelles percent, malgré la censure, relatives tantôt à des résistances spontanées tantôt à des mouvements clandestins organisés. Certes, ce ne sont là que des phénomènes partiels de peu d'ampleur, ce sont néanmoins des symptômes qu'il ne faut pas négliger. Quant à l'Amérique, les vastes mouvements de grève qui cherchent à élargir au maximum les fissures du N.R.A. ne permettent pas de considérer le prolétariat américain comme écrasé.

Le régime bureaucratique a un point extrêmement faible, du moins dans sa phase actuelle: c'est l'impossibilité où il se trouve d'être un régime international coordonné. Il est par là en contradiction avec les développements de la technique moderne. En outre, cela suscite par endroit des heurts politiques revêtant le caractère de luttes entre nationalismes; ainsi, en Belgique, il y a trois formes de fascisme naissant qui sont par définition opposées l'une à l'autre: les « dinasos », d'orientation soi-disant hollandaise, mais en réalité liés à Hitler; la « Légion Nationale » qui voudrait une Belgique centralisée, pratiquement soumise à l'hégémonie anglaise; enfin un mouvement de rattachement de la Wallonie à la France qui, pour l'instant, n'a pas de caractère fasciste mais dont l'évolution dépend de ce que sera la situation en France. Ces discordes sont un facteur favorable pour la lutte du prolétariat.

S. Weil signale en passant, mais beaucoup trop brièvement, un autre défaut de la cuirasse bureaucratique, défaut par où tout le mécanisme peut périr. Elle dit que la bureaucratie engendre une « anarchie qui, en dépit de tous les « plans », équivaut pour le moins à l'anarchie causée par la concurrence capitaliste ». Passons sur la terminologie qui consiste à appeler anarchie ce qui est au contraire la conséquence de l'« archie ». Mais si nous substituons à ce terme impropre le mot clair et simple « désordre », la condamnation du régime nouveau à un point de vue strictement technique est prononcée.

On ne voit pas non plus comment le régime bureaucratique peut résoudre la question paysanne. L'expérience des « sovkhozes » en Russie, « usines à grain » dirigée par la bureaucratie, s'est heurtée et se heurte encore à une furieuse résistance paysanne. Qu'amènerait une tentative analogue en France ? Nouvelle cause de bagarres

dont le prolétariat doit profiter pour porter ses coups.

Le développement du machinisme et la capacité prolétarienne

L'un des problèmes essentiels posés par S. Weil est la transformation de la psychologie de l'ouvrier travaillant en usine « automatisée » et perdant, d'après elle, en partie, le désir de diriger l'industrie et la capacité d'y arriver. Je crois que cette conclusion est trop hâtive. Certes le nombre d'ouvriers qualifiés travaillant avec initiative et goût diminue; l'abrutissement dû à la monotonie et à l'automatisme de bien des travaux porte un rude coup à la capacité du prolétariat.

Seulement les nouvelles méthodes industrielles ont aussi leur contre-partie dont il faut également tenir compte. Si beaucoup d'ouvriers qualifiés constituaient le noyau actif du syndicalisme, beaucoup d'entre eux étaient aussi tellement orgueilleux de leur métier, tellement sûrs d'être appréciés par le patron comme « irremplaçables », tellement hautains envers les « manœuvres », qu'ils ne voulaient pas du syndicat, ou bien en faisaient une coterie, un groupement corporatif très fermé.

Il y a maintenant moins d'ouvriers qualifiés, mais il y a beaucoup plus de manœuvres « spécialisés »; or ceux-ci, par rapport aux simples manœuvres de l'époque précédente, qui étaient exclusivement des coltineurs, ont des fonctions qui demandent plus d'intelligence et de réflexion, car, enfin, la machine absolument automatique où il n'y a qu'une manette à tirer ou un bouton à pousser est loin d'être généralisée; pour bien des opérations il reste encore chez le manœuvre spécialisé, place pour la réflexion.

D'autre part, le fait de vivre dans un mécanisme industriel très compliqué, la possibilité, en raison d'un apprentissage restreint, de voyager d'une phase de l'industrie à l'autre permet une vue d'ensemble de la production. Le fait d'être réunis en plus grand nombre dans les réfectoires, vestiaires, ateliers, trams, en raison de l'agrandissement des usines, est également favorable à la cohésion ouvrière.

Le chômage, et la vie vagabonde qu'il entraîne, sont aussi un contre-poison à l'automatisme. Les « wandervogel » allemands sont tout ce que l'on veut, mais pas des automates; ils peuvent s'enrôler dans les « camps de travail » de Hitler pour sauver leur vie; ils peuvent jouer un certain temps au lansquenet dans les sections d'assaut nazi contre leurs propres frères, mais ils apportent avec eux des germes de désagrégation dont le rôle n'est pas négligeable.

Le rôle des ouvriers des services d'entretien, de liaison, d'outillage ne fait d'ailleurs que grandir dans les usines modernes, et il est bien difficile, sinon impossible, d'automatiser les gestes de ces travailleurs. Il faut remarquer aussi que d'une manière générale les intérêts de l'important groupe des régleurs sont plus proches de ceux des manœuvres spécialisés que de ceux de la bureaucratie: il y a donc là une coalition possible.

Par ailleurs, la production en masse a permis une diffusion extraordinaire de la technique dans la consommation (motos, T.S.F., machines ménagères); elle amène ainsi au calcul et au raisonnement des couches ouvrières qui n'étaient pas éclairées autrefois.

Songeons à Lindbergh plutôt qu'à Sophocle

Quant à la conclusion de S. Weil, je trouve qu'il ne faut pas régler la répartition du temps entre « la réflexion et l'action » en vertu du « tempérament, de la tournure d'esprit, etc. ». C'est là un moyen trop commode d'apaiser sa conscience. Pour l'un, c'est le tempérament qu'il n'aura pas; l'autre aime trop sa famille; le troisième sera désappointé par les copains des milieux révolutionnaires; le quatrième est absorbé par l'étude, etc...

Un tempérament ça se secoue; un joli home, on peut y renoncer pour un temps; des désillusions, ça se remonte. On ferait bien d'opposer à toutes ces calembredaines la notion du devoir et de la solidarité: ne pas laisser écraser les copains qui luttent, et mépriser son petit confort dans la vie. Je crois que l'on s'entendrait très bien avec S. Weil là-dessus. Elle, c'est plutôt son penchant pour le pessimisme qu'elle devrait surveiller.

Plutôt que de pratiquer l'héroïsme antique à la Sophocle, restons de notre époque technique: nous avons à accomplir une sorte de raid dans la mêlée des classes; il est plein d'inconnu et de difficultés, mais il y a aussi des chances de passer. A la lutte par acquit de conscience, exposée par S. Weil, opposons la méthode Lindbergh: vérifions au mieux nos mécanismes, mettons le maximum de facteurs de notre côté, puis... sachons risquer avec le sourire.

UN ENFERMÉ.

Le conflit des dockers de Dunkerque

Dans notre prochain numéro, nous serons a même de donner à nos lecteurs une documentation abondante et précise sur le conflit des dockers de Dunkerque et les agissements pour le moins déplacés de certains dirigeants de ce mouvement.

Mais ceci ne doit pas faire oublier le devoir de solidarité: nos camarades attendent des travailleurs de tout le pays les gros sous qui leur sont indispensables. Adresser les fonds au Syndicat des Dockers, salle « L'Avenir », Dunkerque (Nord).

Notre souscription des 1500 abonnés

Philippon (Cher), 10 francs; Mlle Rivet (Loire), 10 fr.; Faure (Loire), 5 r.; Lebedelle (Belgique), 9 fr.; Novia (Paris), 5 fr.; Servant (Villeneuve-St-Georges), 10 fr.; Tignières (Paris), 10 fr.; Parsuire (Pyrénées-Orientales), 5 fr.; Combaz (Haute-Savoie), 10 fr.; Nouelle (Lot), 10 fr.; Pelletier Georges (Paris), 10 fr.; René Lafon (Gironde), 10 fr. *Total de la 7e liste:* 104 *fr. Listes précédentes:* 2.991 *fr. Total:* 3.095 *fr.*

La Renaissance du Syndicalisme

Diverses circonstances et, en particulier le changement d'imprimeur nous ont empêchés de donner à la présente rubrique dans ce numéro toute l'importance que les événements eux-mêmes lui confèrent.

Dès le prochain numéro, nous nous efforcerons de la faire plus complète et plus vivante.

Mais il importe que nos camarades n'oublient pas:

1° De nous signaler sans attendre les faits syndicaux qui, à leur avis, méritent d'être relevés ici;

2° D'envoyer leur copie à Chambelland, (54, rue du Château d'Eau, Paris, 10°) pour le 15 et le 30 de chaque mois, dernier délai.

Les Élections au bureau du S. N. des Instituteurs

A la fin de ce mois, le Conseil National du Syndicat National des Instituteurs va être appelé à procéder aux élections pour le renouvellement du bureau. Ce sont les sections départementales qui présentent les candidats. Les statuts prévoient l'application de la représentation proportionnelle, si une liste est formée avec un programme.

La gauche qui s'est affirmée au cours du dernier congrès — et qui sans être une tendance organisée, se groupe autour des sections de la Loire, du Finistère et de l'Indre — aura des candidats: avec celle de Baldacci (de la Loire) membre sortant du bureau, les candidatures de Cornec (du Finistère), de Thomas (de l'Indre) et de Hagnauer (de la Seine) ont été présentées par plusieurs sections.

Elles devraient naturellement triompher, si nos amis avaient réclamé l'application de la représentation proportionnelle.

Ils ne l'ont pas voulu.

Déjà, au renouvellement précédent, en 1931, au lendemain d'une crise qui avait fortement secoué le S. N., nos amis de la Loire s'étaient refusés à présenter un programme particulier, qui serait apparu comme la preuve d'une forte division dans l'organisation.

Cette année, cependant qu'il faut montrer au Gouvernement et au Parlement, ce syndicat fortement groupé autour de ses dirigeants, les militants de gauche ont jugé nuisible la présentation d'un programme distinct. Ils n'ont même pas tenté de présenter publiquement leurs candidats, comme les plus disciplinés dans l'action et les mieux préparés à la bataille, afin de ne pas ébranler la confiance des adhérents du S. N., en les poussant à des comparaisons, à des distinctions dangereuses.

D'autres n'ont pas eu leurs scrupules. Effrayés par les prévisions de bataille, affolés par les campagnes de la presse réactionnaire, poussés par quelques politiciens locaux, certains n'ont pas craint de lancer un appel claironnant en faveur d'une « *tendance de droite* » qui ose condamner publiquement la grève, au moment même où le Cartel confédéré des Services Publics veut lancer ses troupes dans la bataille. *L'Ecole Emancipée* a naturellement donné toute publicité à cette profession de foi.

Ainsi la situation est nette. Entre ceux qui ne craignent pas de provoquer l'inquiétude et le trouble dans le S. N. pour assurer la victoire de leur tendance — et ceux qui placent au-dessus de leurs convictions les plus chères, le respect de l'organisation, les militants syndicalistes, de toutes opinions, sont appelés à se prononcer.

UN INSTITUTEUR.

Pour la défense du Salaire

La bataille des fonctionnaires

Il serait inutile et fastidieux de conter les événements politiques qui ont suivi la parution dans la R. P. de notre article sur la chute de Daladier.

A nos yeux, ils n'ont pas la gravité qu'on leur prête. Nous ne sommes pas affolés par la perspective de la concentration, de l'union nationale, ou du retour de Tardieu. Nous n'avons pas subi de coups plus rudes au temps de la précédente législature, qu'après la victoire des « gauches ». Sous Tardieu les instituteurs ont été victimes d'une nouvelle loi sur l'avancement (d'ailleurs sérieusement amendée par notre effort), et d'une nouvelle loi sur les retraites. Les ministres radicaux ont scrupuleusement appliqué les mesures prises par leurs adversaires politiques ou plutôt ils les ont laissé appliquer librement par des directeurs administratifs qui demeurent et gouvernent cependant que les politiciens bavardent et passent.

Quant à la laïcité à laquelle le retour de la réaction ferait courir de sérieux dangers, elle n'a jamais été aussi malmenée qu'en ces derniers temps. D'en haut, peut-être... Mais surtout en bas, par l'infiltration dans le personnel primaire de ratés du secondaire, de tristes produits de collèges catholiques, dont l'influence sur les enfants de la classe ouvrière s'exerce avec de moins en moins de retenue. Il y a là un problème angoissant dont nous aurons à entretenir un jour les lecteurs de la R. P.

Abandonnons donc à son destin ce monstre de ministère radical dont la tête seule change de place. Qu'il vive ou qu'il meure, en ces premiers jours de décembre, qu'il y ait ou non un nouveau mouvement du Cartel confédéré des Services Publics, que celui-ci aboutisse à un succès total ou partiel ou à un échec plus ou moins franc, la bataille n'en sera pas terminée pour autant.

..Il n'est pas inutile, même si nous devons insister sur ce que nous avons déjà fréquemment formulé, d'en éclairer à nouveau tous les aspects.

Arguments pour la propagande

Il est sans doute nécessaire que l'effort des salariés des Services Publics, même lorsqu'il s'apparente à l'action directe ouvrière, s'exerce dans une atmosphère favorable, tende à la conquête de l'opinion publique; qu'une propagande multiple dans ses buts et dans ses formes s'efforce de provoquer et de grouper les sympathies des « usagers », c'est-à-dire de l'ensemble de la population.

Encore faut-il se garder de lancer des arguments que nos adversaires ramasseront sans risque pour les renvoyer dans notre direction. La R. P. s'est déjà employée à des avertissements dont l'effet pour n'avoir pas été immédiat est aujourd'hui certain.

On laisse de côté l'histoire de la baisse du prix de la vie; on n'établit plus de relation entre celui-ci et nos traitements; on rappelle enfin que si la base de 1.800 francs or a été multipliée par 5, c'est en application de l'opération de stabilisation de la monnaie qui a réduit au cinquième la valeur du franc. On n'a pas assez soutenu cette thèse, que les améliorations apportées dans certaines catégories n'étaient que le résultat d'une action syndicale commencée avant la guerre. Le Congrès de la Fédération des Syndicats d'Instituteurs de Chambéry (1912) réclamait 4.000 francs au sommet. Or nous n'atteignons que 19.000 francs (soit 3.800 francs or). En droit, la diminution de nos traitements ne serait profitable que si l'on procédait à une revalorisation du franc. Ce n'est certes pas dans cette direction-là qu'on s'oriente.

On ne se laisse plus tenter par la recherche de l'équilibre budgétaire. On commence à comprendre qu'il est impossible, en période de crise, de prévoir le déficit. Il est tout à fait normal que pour parer à l'insuffisance des impôts frappant le capital qui circule, on veuille faire appel, par l'emprunt, à l'argent thésaurisé. Il paraît que le système des économies et l'atteinte à nos traitements créeraient les « conditions psychologiques » favorables à la réussite des opérations de Trésorerie. Il nous suffisait alors de prouver aux représentants de l'État que la colère des fonctionnaires serait préjudiciable au crédit de celui-ci. Ainsi la manifestation du 20 février prenait sa pleine valeur symbolique.

On ne dit plus que l'Etat donnerait l'exemple de la diminution des salaires aux patrons de l'industrie privée. Cette utilisation de la décision, hostile aux fonctionnaires, est sans doute possible.

Mais c'est le phénomène inverse qui s'est produit dans l'ensemble. Ce sont les salaires ouvriers qui ont été comprimés à l'extrême. Tout le conflit se ramène à un choix impératif. Le patronat veut le nivellement en bas. Nous voulons le nivellement en haut.

Mais le nivellement, ou — pour prendre le terme savant — la péréquation, est inévitable. Ou bien nous maintiendrons nos traitements et par voie de conséquence, on ira fatalement vers une augmentation générale des salaires ouvriers. Ou bien on diminuera nos traitements, mais le prélèvement devra être équivalent à la compression des salaires ouvriers — c'est-à-dire, atteindre le taux de 15, 20 ou même 30 %.

On ne se laisse plus non plus impressionner par le verbiage démocratique, ou attendrir par les gémissements des ministres radicaux. Disons-le une fois de plus... nos adversaires les plus déterminés appartiennent à la majorité de gauche. Les gens de droite pourront nous atteindre plus durement sans doute, que les vainqueurs de mai 1932. Mais ce ne sera que par manœuvre politique ou pour parachever la grande opération sociale qui a débuté par la diminution des salaires ouvriers.

Ce sont au contraire les représentants des classes moyennes, siégeant à gauche qui sont le plus nettement et le plus sincèrement convaincus de la nécessité de nous atteindre, en tant que fonctionnaires. Seul, de tous les partis politiques, le parti radical est demeuré unanimement résolu à cette opération. Et si ses chefs prennent quelques précautions, par tactique parlementaire, les militants de base, les agents électoraux de province sont plus que tous autres la proie du mythe de l'équilibre budgétaire. C'est toute une évolution qui se termine, c'est le terme final d'une période de la IIIe République qui s'est ouverte par l'affaire Dreyfus. De cette masse flottante de la petite-bourgeoisie, les fonctionnaires sont aujourd'hui détachés. Un phénomène analogue a séparé, sous l'Ancien Régime, du Tiers Etat en fermentation, les bourgeois installés dans les offices royaux. Seulement, cette fois, ce sont les petits artisans, les petits boutiquiers, les petits rentiers qui représentent la réaction sociale. En se rapprochant du prolétariat industriel, en se confondant avec lui, les fonctionnaires constituent au contraire une force de progrès.

Est-ce la lutte finale ?

Mais on dit encore que le problème de la défense de nos traitements est lié à celui de la transformation de l'économie. On dresse des plans d'une belle construction logique. On appelle à l'aide Henri de Man, après Delaisi. Nous ne nions pas l'intérêt de ces anticipations. Mais sur cette voie, il est à peu près impossible de s'arrêter en cours de route. On est lié par des lois aussi rigoureuses que celles de la physique. L'ébullition de l'eau ne peut se produire ni à 98° ni à 99°. Mais à 100° seulement, et il n'existe pas... de fraction d'ébullition, de commencement d'ébullition à une température inférieure.

Ainsi faut-il reconnaître que l'économie dirigée, l'organisation de la production, la nationalisation des assurances, du crédit, de tous les monopoles privés, c'est la socialisation, *et que celle-ci n'est possible que par la prise du pouvoir par le prolétariat (par le prolétariat et non par un parti « se réclamant du prolétariat »). En sommes-nous là ? C'est possible. Mais les données du problème sont hors de toutes les études sur les accidents budgétaires. Le capitalisme ne* peut-il *plus diriger l'économie ? Le prolétariat* veut-il *la diriger ? Si oui, allons-y jusqu'au bout ? Sinon, gardons-nous de retomber dans l'erreur fataliste des guesdistes d'avant-guerre. Nous sommes tous absolument*

convaincus de l'incomparable supériorité de l'économie socialiste. Seulement cette conviction est insuffisante pour triompher dans l'offensive finale. Et à enfermer les gens dans ce dilemne : ou la diminution de tous les salaires, *ou la socialisation, il est à craindre qu'on ne se résigne à la première solution, par peur de n'être pas à la hauteur de la seconde.*

Défense des Salaires

Au-dessus de tous les arguments de propagande, dont nous ne nions pas l'utilité, dégageons le sens profond de notre lutte. C'est le salaire *que nous défendons, c'est en dernière analyse* **là** *que réside le secret de notre force et de notre ténacité. Nous n'attaquons pas, nous n'allons pas actuellement vers de nouvelles conquêtes, nous ne nous acharnons pas au maintien de privilèges. Nous défendons — avec les armes dont nous disposons, qui ne sont certes pas aussi dangereuses ni aussi cruelles que celles des ouvriers — des positions que le prolétariat de l'industrie privée a dû abandonner — hélas ! — sans pouvoir combattre à cause de l'extrême division de ses forces.*

Certes, les fonctionnaires ont manqué de clairvoyance en ne s'inquiétant pas de la situation du prolétariat, en ne s'associant pas dans leur majorité à nos tentatives de reconstitution de l'unité syndicale, menées en 1930 *et en* 1931. *Mais les ouvriers syndicalistes peuvent et doivent se débarrasser de leurs rancœurs et de leurs préventions. Ils salueront, avec nous, dans le mouvement des fonctionnaires, une des formes de la renaissance du syndicalisme. Non seulement, parce qu'il arrache définitivement à l'emprise des politiciens, les syndicats de services publics, mais encore parce que son évolution même confondra, dans une seule aspiration, dans une seule volonté, dans une seule bataille, tous les travailleurs de toutes les catégories, de toutes les industries, de toutes les tendances.*

ROGER HAGNAUER.

A travers notre Courrier

La juste leçon des querelles politiques

Nous avons reçu d'une camarade du Lot-et-Garonne, que nous avions prise comme « possible », un abonnement de 6 mois et une lettre comme nous voudrions en recevoir tous les jours. Son auteur nous paraît tirer des querelles entre socialistes « archéos » et « néos » la juste et salutaire leçon :

Je vous ai envoyé hier un abonnement de six mois. Votre lettre est arrivée fort à propos, puisque je me disposais précisément à vous adresser mon abonnement. J'ai reçu le numéro du 10 novembre de « La Révolution Prolétarienne ». J'en avais déjà reçu trois, en août et septembre, que j'ai lus avec beaucoup d'intérêt et qui m'ont aidé à mettre un peu d'ordre dans mes idées.

J'appartenais, il y a huit jours encore, au parti socialiste — j'étais trésorière de ma fédération. Je viens de résilier mes fonctions et quitter le parti, me solidarisant avec ceux de mes camarades qui sont allés à Amsterdam et faisant moi-même partie d'un Comité de lutte contre la guerre. Depuis plusieurs mois déjà, après quelques lances rompues, en vain, pour l'unité ouvrière, j'ai fini par comprendre que toutes les organisations politiques sont une erreur, puisqu'elles n'aboutissent qu'à la discorde — que l'unité, si elle doit se refaire, ne se refera que sur le terrain des intérêts professionnels — donc syndicalistes.

Je faisais part, un jour, de cette déduction à un ami communiste, qui me répondit : « Non, car alors, nous reviendrions aux **corporations, ce qui ne serait** *point un progrès ».* **Je persiste cependant à croire que** *nous devons revenir aux corporations, lesquelles, adaptées à notre époque, sont devenues les Syndicats. J'ai lu attentivement votre programme et je pense qu'en effet, tout ce que vous vous proposez de faire est admirablement défini : votre volonté d'unité voit judicieusement les moyens de parvenir à la réaliser. J'admire votre courage et votre désintéressement et c'est une des raisons pour lesquelles je viens à vous — les vrais apôtres ne vendent ni leur temps, ni leur peine — J'en ai tant vu, de ces apôtres stipendiés, que je finissais par ne plus croire à rien, ni à personne, dans mon parti. D'ailleurs, j'ai acquis la conviction que tous ces partis frères, ou cousins — mais invariablement ennemis — tous ces groupes et sous-groupes, augmentent encore la confusion générale et qu'ils se neutralisent les uns les autres !... on ne peut plus aboutir à rien, sur le plan politique, aucun progrès n'est plus possible en régime capitaliste — c'est donc sur le plan syndical qu'il faut bâtir un nouveau régime.*

Je vous dis ces choses comme elles me viennent, et je n'ai pas la prétention d'avoir rien découvert ni même de détenir toute la vérité... Je suis seulement heureuse d'avoir recouvré ma liberté et je ne suis pas près d'aller la perdre de nouveau dans une formation politique. Je désire seulement m'instruire à la lumière des faits et vous sais gré de m'en donner l'occasion.

Une lettre de l'Imprimerie « Union »

Nous avons reçu de l'imprimerie « Union » une lettre que nous publions volontiers, nous bornant à nous étonner d'une pareille «omission», d'autant plus étonnante qu'elle est plus fréquente. C'est ainsi sans chercher plus loin, que le livre dont nous rendons compte par ailleurs dans ce numéro, « Le Quartier Sans Soleil », édité lui-aussi par le « Bureau d'Editions », ne porte pas davantage le label. Mais les intérêts de clan des partis sont si différents des intérêts de classe du prolétariat qu'il n'est point étonnant évidemment que les intérêts des typos et imprimeurs soient « oubliés » par les éditeurs du Parti Communiste.

Voici la lettre:

Le Bureau d'Editions, 132, Faubourg Saint-Denis, nous signale que dans le N° 161 de votre revue, un article consacré au catalogue de livres édités par cette Maison et portant le nom de notre imprimerie est qualifié comme un travail exécuté par des « Jaunes ».

Nous avons l'honneur de vous informer que notre imprimerie est peut-être une des rares sur la place de Paris payant le tarif unitaire aux ouvriers et possédant par conséquent les labels des deux syndicats (unitaire et confédéré). C'est par omission regrettable que le label est absent sur l'imprimé. Nous vous serions très obligés de bien vouloir rectifier l'erreur, involontaire sans doute, commise par votre journal, en ce qui concerne le Bureau des Editions et notre imprimerie.

A travers les Livres

André Germain : HITLER OU MOSCOU ? (Denoël et Steel).

Il est des livres qui donnent si fort la nausée qu'on a peine, en vérité, à les lire jusqu'au bout, à en rendre compte. C'est le cas pour ce *Hitler ou Moscou,* que M. André Germain a le culot d'envoyer « aux camarades de la *Révolution prolétarienne* ».

Un long bavardage, superficiel et prétentieux, dans lequel on glane des perles de ce genre : *Schleicher, cet impénétrable général... Le seul homme d'Etat puissant et durable : Mussolini... Le sceptre unanimement vénéré de von Hindenburg... Gœring est un idéaliste.. L'un de nos plus grands réalistes, Pierre Laval...*

Le grand bourgeois dégénéré qu'est M. André Germain a le snobisme des relations variées : il est en coquetterie, comme la crème de nos gens de lettres, avec *Dieu, ce terme insondable ;* aussi se pâme-t-il devant Brüning, *élevé dans la loi du Christ, dans le culte de la Vierge...* Mais il se targue aussi d'avoir «des amis dans les camps extrêmes ». Et, après avoir flirté avec les jeunes bandits bruns, il va minauder auprès des « camarades du Secours rouge » (*sic*).

Ce qui ne l'empêche pas d'écrire aussitôt après le triomphe du fascisme : « Ce fut sans doute un bonheur pour l'Allemagne que le parti communiste eût à sa tête ce convaincu, mais sans énergie : Thaelmann. Il lui eût été si facile de la précipiter dans un bain de sang... »

Par contre, M. Germain jette un voile complaisant — pour ne pas dire complice — sur les crimes des nazis : *on en a exagéré le nombre,* assure-t-il. Il paraît que, pour répondre aux mensonges de la juiverie et de la franc-maçonnerie mondiales, le ministère de la Propagande de Goebbels était *bien nécessaire.* Dans son zèle hitlérien, l'auteur va jusqu'à essayer de réhabiliter Horst Wessel et de faire de ce souteneur un héros !

Visiblement, M. André Germain, en bon catholique, a reçu sa consigne du Vatican. Comme son Pape, il s'agenouille devant la croix gammée. Les fascistes italiens et allemands sont pour lui *les Croisés d'aujourd'hui en face des révoltés éternels...* Hitler *le champion peut-être involontaire du Christ* contre Moscou *citadelle de la rébellion éternelle.*

Et naturellement notre douce France doit soutenir le premier contre le second. *Ou elle aidera Hitler à écraser le communiste. Ou elle aidera les communistes à renverser Hitler,* précise le placard publicitaire de l'éditeur. Voilà qui est net. Venant peu de jour après les ouvertures non déguisées du Führer à notre impérialisme, ce livre revêt tout son sens : *entre Daladier et Hitler, entre ces deux hommes de sain vouloir, l'entente ne serait-elle pas possible ?*

Il est assez significatif que la plupart des visiteurs du Troisième Reich (Philippe Barrès, François Le Brix, André Germain, etc.) ne dissimulent pas leurs sympathies pour la peste brune. Chez ces « intellectuels » bourgeois, prédomine la solidarité de classe.

Et derrière l'ultime incarnation du capitalisme, si hideuse soit-elle, d'instinct ils serrent les coudes.

J'aime qu'un André Germain, les poches pleines des millions du Crédit Lyonnais, abandonne soudain son faux visage d'esthète et de dilettante pour se trémousser devant les bottes fascistes.

On y voit plus clair.

D. GUERIN.

Maxime Gorki : UN EVENEMENT EXTRAORDINAIRE (Rieder).

Quatre nouvelles. Quatre types de révolutionnaires russes, fils de paysans ou d'artisans, formés au hasard des rencontres, des lectures, de la réflexion personnelle, vivent chacun à leur façon la période agitée qui va de 1905 à 1917.

« Une héroïne » : une pittoresque matrone communiste faisant œuvre d'active féministe. « Le Faucheux »: un ex-terrible révolutionnaire, passé sans remords à la police, cherche en vain à savoir de quel côté de la barricade se trouve la vérité. Dans les deux autres contes, un vagabond, aux multiples métiers qui deviendra bolchévik, et un jeune employé ascétique aux tendances socialo-chrétiennes essaient de persuader leur entourage de la nécessité de tout simplifier et par suite, en supprimant les classes, de créer l'égalité entre les hommes. Théorie simpliste. Plus intéressante est l'opposition à ces deux révolutionnaires naïfs mais droits de deux bourgeois libéraux, devenant contre-révolutionnaires par préjugés ou intérêt. Exemples saisissants : la bourgeoisie ne sera et ne peut être réformiste que tant que ses intérêts ne sont pas en jeu ; il ne faut rien attendre d'elle.

Des caractères fouillés et des tableaux colorés des guerillas paysannes de 1917, rendent agréable la lecture de ce livre traduit dans une langue simple et alerte. Mais cette lecture — bien qu'elle nous fasse comprendre le développement de l'esprit révolutionnaire dans le peuple russe — ne nous apporte aucune idée neuve. Nous aurions pu espérer le contraire en ouvrant un volume de Maxime Gorki.

Alexandrine ISNARD.

N. Tokounaga : QUARTIER SANS SOLEIL (E.S.I.).

Un livre à lire, qu'il ne faut même pas essayer de résumer parce que le récit de la grève de l'imprimerie Kiodo, à Tokio, qui en est le sujet, est traité avec une concision telle que tout raccourci la fausserait.

Il apporte sur la vie de ces ouvriers japonais des précisions cruelles :

Trente à quarante mille personnes vivent autour de l'égout Senkava, au fond d'une vallée où jamais ne pénètre le soleil, sur une superficie de deux kilomètres carrés.

Les ouvriers passent la plus grande partie de leur temps à l'usine, ils n'ont qu'une heure de la nuit pour jouir de tous les plaisirs : prendre une nourriture frugale, boire au cabaret le saké le moins cher, aller aux bains publics.

Dans une pièce de douze mètres carrés, où n'entre jamais la lumière, vit et dort une famille de cinq ou six personnes.

Il est lourd d'enseignements :

Ceux qui tiennent au sujet, la grève : l'esprit de discipline, la volonté de vaincre, le courage de ces 3.000 grévistes qui tiennent pendant plus de trois mois malgré la misère efroyable, les trahisons, les arrestations, la torture, la mort.

Et ceux qui tiennent au livre lui-même : œuvre prolétarienne s'il en fût, puisqu'écrite par un ouvrier *après son travail à l'usine.*

Ch. CHIANEA.

Pour nos Enfants !

Une Revue

« *Les jeunes yeux des enfants qui ne laissent rien échapper de ce qui se passe dans la famille, ont vu les gens d'âge attendre avec impatience l'arrivée de leur journal favori. — Ils les ont vu faire sauter la bande, avec un geste gourmand, déployer devant eux la vaste feuille, la déguster comme des demi-dieux humant toutes les merveilles du monde. — Passe-temps admirable, que dis-je ? fonction qui prend les apparences d'un rite et dont l'importance rejaillit sur l'officiant; fonction qui doit, qui veut être imitée* ». (P. Hazard).

Et qui a été imitée.

Les enfants ont eu des journaux à leur taille. Ils ont pris l'habitude d'acheter chaque jeudi ou chaque dimanche leur petite gazette. Mieux : ils sont devenus, comme les grands, des abonnés; ou bien les adultes leur ont fait une place dans leurs propres journaux : quel quotidien n'a pas, une fois la semaine, sa « Page des Enfants » ?

On sait que la Presse est la meilleure et la pire des choses et le mal qu'elle a fait à la classe ouvrière et paysanne est malheureusement immense.

Que dire alors des journaux que des adultes sans scrupules — et des mercantis éhontés — destinent aux enfants ? Ou ils sont niais, grotesques et laids — ou ils sont malfaisants car ils empoisonnent l'âme candide de nos enfants par leur propagande cléricale, chauvine et bourgeoise.

La Fédération de l'Enseignement a depuis longtemps dénoncé les méfaits de ces journaux pour enfants et, de bonne heure, elle a essayé de les combattre — dans la mesure de ses moyens financiers — en leur opposant des publications saines et éducatives, dignes des petits prolétaires. Les opuscules mensuels des « Editions de la Jeunesse » publiés depuis 1923 ont obtenu un franc succès auprès de la jeunesse de nos écoles et ils forment les bases d'une attachante bibliothèque enfantine.

Après dix ans de cette expérience, la Fédération de l'Enseignement vient de transformer ces brochures mensuelles en une Revue illustrée qui se propose d'apporter plaisir et distraction aux tout-petits et aliment intellectuel éducatif aux plus grands.

Le premier numéro des « Lectures pour la Jeunesse », après quelques démêlés avec l'Administration postale, est sorti et les lecteurs de la R. P. peuvent en demander un exemplaire à *l'Ecole Emancipée, 26, rue du Temple, Saumur.*

Cette petite revue, qui s'améliorera et s'enrichira, les séduira certainement. Son numéro d'octobre comporte :

Un article d'actualité : à propos de la rentrée. Description (avec photo) de la belle école de Villejuif, l'œuvre de la Municipalité communiste.

Un article de vulgarisation scientifique : l'étonnante histoire de l'anguille. Quelles merveilles plus étonnantes que celles du monde animal et végétal ? Les enfants qui ont une sympathie innée pour toutes les bêtes, qui sont capables de se pencher des heures, attentifs, sur un insecte ou un têtard, seront toujours charmés par les curiosités scientifiques qu'on saura leur présenter avec précision, simplicité et poésie. Et cela vaudra bien, pour leur profit intellectuel, tel ou tel conte de fées !

Une notice biographique et une page de Theuriet, le poète des bois, l'ami des humbles et des enfants, à l'occasion de son centenaire.

16 *pages*, très bien illustrées par Gibert, consacrées à « *l'Histoire d'un petit apprenti sous le règne de François 1er* », qui plairont aux grands garçons.

Enfin, *Un conte* pour les petits, traduit du russe, et encore des poésies, amusettes, bricolages que les enfants ne dédaignent pas.

Des Livres

Et puis voici le moment des étrennes.
Vous voulez offrir un livre à votre enfant ?
Voici quelques indications qui guideront votre choix.

Pour les jeunes enfants (3 à 10 ans)

Il leur faut surtout des contes, des histoires de bêtes, des récits alertes.

1 — Nous recommandons les éditions de l'Imprimerie à l'Ecole, à St-Paul (Alpes-Maritimes) :

Enfantines (1 opuscule par mois — abonnement : 8 francs par an).
A la volette, 8 fr.
Les amis de Pétoule, 8 fr.
Voyages, 9 fr.
Ce sont des récits vécus par les enfants, charmants de simplicité et qui ont le mérite d'être très bon marché.

2 — *Baba Yaga* (conte russe, très belle illustration); prix : 16 francs.

3 — *L'album Magique* (*Rose Celli*). Prix : 7 fr.
Les deux albums chez Flammarion.

4 — *Histoire du Poussin chaussé*, par *S. Ratel*. Ed. Bourrelies, Paris. Prix : 15 fr.

5 — *Tom le Ramoneur.*
Tom, enfant de la Mer.
La petite princesse de l'eau.
Petits livres édités par l'Ecole Emancipée, 26, rue du Temple, Saumur (2 ou 3 fr. pièce).

Pour les plus grands (10 à 14 ans)

Il leur faut encore des contes, des histoires de bêtes, mais aussi des récits de voyages et d'aventures, des livres qui les initient à la vie, et à la réalité sociale.

1 — *Contes de la Brousse et de la Forêt*, par *Davesne et Goin* (Ed. Istra-Strasbourg). L'album : 16 fr.

2 — *Contes du Ver-Luisant*, par *Jeanne Roche-Mazon* (Boivin, Ed.).

3 — *Les lunettes du lion*, par *Ch. Vildrac* (Hartmann, Ed).

4 — *L'enfant dans la Forêt* (*Madeleine Ley*). Ed du Centaure (25, avenue Kléber, Paris). Prix : 18 fr.

5 — *Les enfants de la Brousse*, par *Mme Martin Johnson*. Stock Ed. (Collection Maïa). Prix : 15 fr.

6 — *Maïa, l'abeille*, par *W. Bonvels*. Stock Ed Collection Maïa. Prix : 15 fr.

7 — *Mon ami le Pluvier*, par *Bengt Berg*. Stock Editeur (Collection : Livres de Nature illustrés). Prix : 24 fr.

8 — *Un pâtre du Cantal*, par *P. Besson*. Ed. Delagrave. Prix : 20 fr.

9 — *Enfance*, par *Louis Praneuf*. Un livret 2 fr. à l'Ecole Emancipée, Saumur).

10 — *Petits paysans d'autrefois*, par *Mme Reynier*. Flammarion. Prix : 15 fr.

11 — *Milot. Vers le travail*, par *Ch. Vildrac*. Ed. Sudel (S. N. des Instituteurs). Prix : 9 fr. 50.

12 — *L'Ile Rose*, par *Vildrac.*

13 — *La Colonie*, par *Vildrac.*
Les 2 volumes chez Albin Michel. Prix : 15 fr.

14 — *Ténémi* (*au pays des Tchouktchis*), par *Galkine*, à l'Ecole Emancipée, Saumur. Prix : 5 ou 6 fr.

15 — *L'épopée du travail moderne*, par *Iline* (100 photos), aux Ed. Sociales Internationales (Prix : 10 fr.)

16 — *Le Rosier*, par *Herminya zur Mulhen* (même collection que ci-dessus). Prix : 12 fr.

17 — *Le rameau d'Olivier*, par *Mad. Vernet.*

18 — *Les Contes pour la Paix*, par *Mad. Vernet*, à la Mère Educatrice, Paris Prix . 19 fr. 50.

France Deroure-Serret.

FAITS & DOCUMENTS

Aveux

On sait qui est Georges Valois. Pendant vingt ans il fut un des « as » de « l'Action Française », puis le chef d'un mouvement fasciste, puis... il revint vers la « démocratie ». La seule chose qu'on ne puisse lui contester, c'est l'expérience des « classes moyennes », puisque les deux mouvements successifs dont il fut l'un des chefs, sont essentiellement basés sur les classes moyennes. Il n'est donc peut-être pas inutile de reproduire les principaux passages de ce qu'il présente lui-même comme le résultat de ces expériences, dans une « lettre à Marcel Déat » que publie le journal CHANTIERS :

Depuis un demi-siècle et plus, tous les mouvements butent en France sur les classes moyennes. Tous les partis considèrent que l'on ne peut rien faire sans elles. Electoralement, parlementairement, c'est exact. Mais du coup, on se condamne à l'impuissance, parce que les dites classes moyennes sont contre toutes les créations économiques, politiques et sociales appelées par l'évolution générale...

J'ai vu à l'*Action Française* les classes moyennes conservatrices. Elles faisaient l'apologie du syndicalisme, « forme moderne de la corporation ». Quelle plaisanterie ! Dans tous les groupes de l'*Action Française*, je n'ai pas trouvé un homme, vous entendez bien : pas un homme, capable d'une action syndicale ou corporative.

Après la guerre, j'ai mis sur pied un Confédération de la Production qui a fait beaucoup de bruit jusqu'en 1925. C'est avec cela que j'ai lancé les semaines économiques, qui ont eu un certain retentissement, qu'ont été faits les plans d'une organisation corporative que le fascisme italien a copiée, de son propre aveu. Il y a là une vingtaine de fédérations, et je ne sais combien de syndicats. Je puis le dire aujourd'hui : il n'y avait que des figurants, que l'on maintenait à bout de bras, qui étaient capables de rabâcher les histoires qu'on leur serinait, mais radicalement incapables d'une action économique, syndicale, coopérative quelconque.

Hors de l'*Action Française*, j'ai fait le tour des classes moyennes de droite. De 1922 à 1925, j'ai parcouru la France, fait des dizaines de conférences dans les Chambres de Commerce, des unions industrielles, des syndicats patronaux de toute grandeur. J'y étais accueilli comme un être extraordinaire qui comprenait quelque chose aux mystères de l'économie et des finances. C'est aussi épouvantable, comme abîme d'ignorance économique, que les groupes d'*Action Française*.

Rien à tirer de ce monde pour une action économique positive. Vous vous trouvez là devant des gens qui ne comprennent pas la possibilité d'une organisation de l'économie. Ils ne comprennent que la défense de leurs intérêts. Vous ne pouvez les associer que pour lutter contre les impôts, faire de l'action anti-ouvrière, et mener des campagnes de presse...

En 1927 et 1928, j'ai pris contact avec les classes moyennes radicales...

Je suis allé voir cela de près. De bons citoyens. Mais au point de vue économique et social, rien à faire. Les classes moyennes de gauche ! Accrochées aux mêmes positions économiques que les classes moyennes de droite.

Les classes moyennes n'ont pas un journal à elles, pas une ligue, pas un groupe. Tout ce qui se fait en leur nom est alimenté par quelques ploutocrates. L'*Action Française* ? Ses listes ? Jamais cela n'aurait tenu sans les grosse souscriptions jamais publiées. Le *Faisceau* ? Sur les millions reçus, la moitié a été fournie par vingt personnes, dont dix-sept se sont saignés aux quatre veines, et le reste, la moitié de ce qui était nécessaire, par les petits souscripteurs, à qui on avait d'ailleurs fichu la fièvre, et quelle fièvre !

Enseignement de l'expérience : quiconque veut s'appuyer moralement et matériellement sur les classes moyennes tombe inévitablement sous la coupe des gros souscripteurs occultes — précisément de ceux qu'il faudrait combattre...

S'il est parfaitement exact que, au départ des mouvements fascistes, il y a de l'anticapitalisme, il est certain que, très rapidement, le gros capitalisme, entretenant les bandes fascistes, les tourne contre le prolétariat, ce qui est facilité par les sentiments anti-prolétariens des hommes des classes moyennes en voie de déclassement vers le prolétariat.

Expérience faite et refaite.

Arabes et Juifs

Nous reproduisons ci-dessous un article sur les derniers événements de Palestine de EL OUMA l'organe, en France, des arabes algériens, tunisiens et marocains nationalistes, qui indique bien la position des arabes à l'égard des juifs, non seulement en Palestine, mais plus généralement dans tous les pays de colonisation :

Ce n'est pas précisément contre l'immigration des Juifs allemands que les arabes se sont révoltés; cette immigration fut la goutte qui déborda le verre. C'est contre le colonialisme et toutes ses formes que le peuple arabe de Palestine se dresse. La question du foyer national juif n'est qu'un moyen pour l'Angleterre pour maintenir sa domination et pour dresser les juifs contre les arabes, qui sont la majorité, et à qui doit revenir démocratiquement la direction de la destinée de la Palestine. Les juifs sont entre les mains de l'Angleterre un instrument pour les visées de l'impérialisme anglais, et pour contrecarrer l'élément arabe qui, lui, veut l'indépendance totale de la Palestine. Il faut signaler que les juifs chassés de l'Europe, ne perdent pas leur nationalité, ils restent allemands, anglais, russes, etc... Le danger est double, d'une part, l'Angleterre se sert d'eux pour justifier sa présence en Palestine, celle de son armée et de ses camps d'aviation; d'autre part, les juifs venant d'Europe arrivent avec des capitaux, achetant des terrains pour le compte des nations auxquelles ils appartiennent, ainsi faisant le jeu de l'impérialisme européen qui, demain peut s'infiltrer dans ce pays à travers soi-disant les juifs persécutés. Les arabes ne font pas la guerre aux juifs, parce qu'ils sont juifs, mais parce qu'ils servent la colonisation, parce qu'ils servent l'Angleterre, la France, l'Allemagne, qui vient de les chasser. Parce qu'ils ne se sont pas solidarisés avec les arabes contre la Grande-Bretagne.

Que les juifs se souviennent que lorsqu'ils furent chassés de tous les pays chrétiens, seul l'Islam les a reçus, non pas en sujets, mais en citoyens, avec tous les droits; que nos juifs algériens qui, à la faveur du décret Crémieux, jouissent aujourd'hui du titre de Français et qui se servent de ce titre contre nous en aidant l'impérialisme français à nous matraquer, à nous opprimer et à étouffer notre voix; qu'ils se souviennent, eux aussi, qui se croient aujourd'hui être les descendants de Musset ou de Balzac, que seuls les musulmans ont protégé leurs frères.

Nous, musulmans, nous détestons, nous repoussons la haine de race, la guerre des religions, nous tendons la main fraternellement à toutes les communautés religieuses.

L'intérêt «collectif» et l'intérêt des puissants

D'un article de Simone Weil paru dans l'« *EFFORT* », l'organe du cartel des syndicats autonomes du Bâtiment de Lyon, nous extrayons la vérité élémentaire suivante qui — comme toutes les vérités élémentaires — est presque toujours extrêmement méconnue :

La question de la « dictature prolétarienne » est entourée de nuages qui nous ont déjà fait tomber dans de funestes erreurs. L'exemple de l'U. R. S. S. tend à faire admettre le principe du sacrifice de l'individu; et une fois que l'on admet qu'il est bon que l'Etat foule aux pieds l'individu, on ouvre la porte à tous les despotismes. Jean-Jacques Rousseau déjà montrait, avec sa rigueur de raisonnement habituelle,que le principe de la raison d'Etat, ou, pour prendre la formule de l'Evangile, le principe selon lequel : « il est nécessaire qu'un individu meure quand c'est l'intérêt du peuple » est applicable tour à tour à tous les individus qui composent le peuple, à l'exception des maîtres eux-mêmes ; de sorte que ce principe se ramène en définitive au sacrifice du peuple tout entier à l'intérêt de quelques individus privilégiés. C'est ainsi que beaucoup de gens croient très révolutionnaire de se désintéresser du sort de Victor Serge, déporté sans jugement, dépouillé de ses manuscrits, privé de tous moyens d'existence, sous prétexte que Victor Serge n'est qu'un « individu ». Comme chaque ouvrier, chaque paysan russe est pareillement un « individu », et encore privé même de la faible protection que constitue pour Victor Serge l'opinion publique mondiale, il en résulte que le peuple russe tout entier peut être légitimement sacrifié en la personne de chacun des individus qui le composent, à un intérêt dit collectif qui est représenté par la bureaucratie d'Etat. Et c'est exactement ce qui a lieu. L'intérêt collectif signifie toujours et sans aucune exception l'intérêt des puissants, dont la puissance consiste précisément dans le fait qu'ils sont seuls à parler au nom de la collectivité.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons les résultats du vote de la Chambre sur l'article 6, le vote — à la majorité formidable de 345 voix contre 138 — de la réduction du salaire des fonctionnaires. Un seul des socialistes S. F. I. O. votant contre.

Rien ne montre mieux l'abîme qui sépare les « partis », des « classes » qu'ils prétendent représenter; en fait des intérêts du prolétariat, les partis dits « ouvriers » ne servent que leurs propres appétits.

Comme l'avouait Compère Morel à la veille de la constitution du ministère Chautemps, « le problème, c'est de former un gouvernement de gauche, s'appuyant sur les partis de gauche, composé d'hommes de gauche... » **Autrement dit, le problème n'est pas QUE FERA le gouvernement, mais QUI SERA le gouvernement ? Quelle position le gouvernement adoptera-t-il, en réduisant ou non les salaires de ses propres salariés, à l'égard de ce qui est le problème fondamental pour tout prolétaire : le taux des salaires, cela n'a aucune importance pour M. Compère-Morel ; la seule chose qui lui importe, c'est que son clan reste au gouvernement afin qu'il puisse, lui et ses amis, participer aux « petits profits » du pouvoir. Le vote du 9 novembre a montré que cette conception n'est pas seulement celle de Compère-Morel et de son parti néo-fasciste, mais également celle des autres partis.**

Il ne pourrait en être autrement pour les partis qui « se réclament de la classe ouvrière » que si ceux-ci étaient mis sous le contrôle direct et total de la classe ouvrière elle-même, sous le contrôle et aux ordres des syndicats.

ENTRE NOUS

Lutte de classe ! Pourquoi notre numéro du 25 novembre n'a pas paru

La défense de leurs salaires par les fonctionnaires a causé la chute de trois ministères; la défense de leurs salaires par les camarades du Livre a causé — indirectement — la non-parution de notre numéro du 25 novembre. Afin de résister à des manœuvres tendant à l'abaissement de ses salaires, tout le personnel de la maison où nous étions jusqu'ici imprimés, s'est en effet mis en grève le jeudi 23 novembre. Notre numéro du 25 qui était en cours de tirage, resta, de ce fait, en panne et il était trop tard pour que nous puissions chercher et.... trouver un nouvel imprimeur en règle avec les organisations syndicales pour nous confectionner un nouveau numéro.

L'ennui que nos abonnés auront ressenti en ne recevant pas leur numéro se trouvera, nous en sommes sûrs, compensé et au-delà par la satisfaction qu'ils éprouveront en apprenant qu'il y a actuellement une nouvelle équipe de travailleurs qui ne craint pas de courir, même par ces temps de chômage, le risque de la grève plutôt que de laisser empirer les conditions de travail de sa corporation, et, par voie de conséquence, celles de la classe ouvrière toute entière.

Par contre, cet incident a montré une fois de plus combien il serait nécessaire de respecter les règles les plus élémentaires de la solidarité ouvrière. Solidarité dans les actes, et pas seulement dans la gueule.

L'imprimerie où nous étions avait une très forte partie de sa clientèle constituée par les organisations dites d'avant-garde. Or, d'elles toutes, seule la *Révolution Prolétarienne* exigeait que le label syndical, certifiant que le travail avait été fait par des ouvriers syndiqués payés au tarif syndical, figurât sur ses imprimés. Non seulement, le parti communiste et ses filiales comme de bien entendu, mais même les syndicats faisaient paraître leurs publications sans le label, si bien que l'imprimeur, en rompant avec le syndicat du Livre, a cru qu'il ne perdrait comme client que la *Révolution Prolétarienne*. S'il avait su qu'en perdant le droit au label il perdait nécessairement tous ceux de ses clients dont le devoir était d'exiger le label, il aurait certainement réfléchi à deux fois...

Et cela aurait évité également le scandale de voir sortir des presses de cette imprimerie, en pleine grève, donc fait par des jaunes briseurs de grève, le propre bulletin du *Syndicat de l'Enseignement* des Alpes-Maritimes ! .

Pour compenser — partiellement — la non-parution de notre numéro du 25, nous faisons paraître celui-ci avec 4 pages supplémentaires.

Les abonnements nouveaux

Paris, 4; Seine, 1; Seine-et-Oise, 2; Alpes-Maritimes, 2; Calvados, 3; Drôme, 1; Gironde, 1; Indre, 4, Isère, 2; Jura, 1; Loire, 2; Haute-Loire, 2; Lot-et-Garonne, 3; Maine-et-Loire ,1; Marne, 3; Morbihan, 1; Nord, 2; Rhône, 1; Saône-et-Loire, 1; Haute-Savoie, 9; Seine-Inférieure, 20; Seine-et-Marne, 3; Deux-Sèvres, 1; Somme, 2, Territoire de Belfort, 1; Vosges, 1; Yonne, 2. 76 *abonnements nouveaux.*

Le gérant : **M. CHAMBELLAND.**

Société Générale d'Imprimerie, 27, rue Smolett — NICE

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués payés au tarif syndical.

Notre collection de cartes postales :

Les « Contre-révolutionnaires »

Victor SERGE Nicolas LAZAREVITCH

La Carte : 0 fr. 15 - Les 12 cartes : 1 fr. 50 franco - Les 50 cartes : 5 fr. franco

Faites votre commande et envoyez-en le montant au moyen d'un mandat-chèque adressé à la **Révolution Prolétarienne**, 54, rue du Château-d'Eau, Paris. Compte n° **734-99 - Paris.**

Une explication marxiste des civilisations passées et du monde moderne.

Le Précis de Géographie Economique

de J. F. HORRABIN

traduit déjà

en italien

en russe

en allemand

a été traduit en français et annoté par

J. PÉRA

45 cartes

= 9 francs =

Expédié franco contre **9** francs envoyés par mandat-chèque à la **Révolution Prolétarienne**, 54, rue du Château d'Eau, Paris, X^e^. Compte chèques-postaux Paris 734-99.

DIFFUSEZ NOS ÉDITIONS